Prospectus en date du 5 octobre 2017

Mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission par offre au public et de l'admission aux négociations sur Euronext Paris de titres de créance indexés sur la performance de EURO STOXX 50® d'un objectif de 200.000.000 euros et venant à échéance le 17 janvier 2028

Code ISIN FR0013281904

Il est conseillé de conserver les Titres de créance jusqu'à la Date d'Échéance, soit le 17 janvier 2028, pour bénéficier de la formule de remboursement

Toute revente des Titres de créance avant l'échéance finale ou anticipée peut entraîner un gain ou une perte en capital.[1]

Dénomination commerciale :

Trajectoire Territoire

Prix d'Émission : 100 %

Ce document constitue un prospectus (le **Prospectus**) au sens de l'article 5.3 de la directive CE/2003/71 du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003, telle que modifiée (la **Directive Prospectus**).

Les titres de créance émis dans le cadre du présent emprunt obligataire de Crédit Mutuel Arkéa (l'**Émetteur**) seront émis le 21 décembre 2017 et viendront à échéance le 17 janvier 2028 (les **Titres de créance**).

Les Titres de créance seront émis sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 1.000 euros chacun (la **Valeur Nominale**). La propriété des Titres de créance sera établie par une inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 et R.211-1 et suivants du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Titres de créance ne sera remis. Une fois émis, les Titres de créance seront inscrits en compte le 21 décembre 2017 dans les livres d'Euroclear France qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. **Teneur de Compte** désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, S.A., Luxembourg et Euroclear Bank S.A./N.V.

Les Titres de créance ont fait l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé (au sens de la directive CE/2004/39 telle que modifiée) d'Euronext Paris.

Avant toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels doivent examiner attentivement toute l'information incluse dans le présent Prospectus et en particulier, en prenant leur décision d'investissement, les facteurs de risques énumérés dans le présent Prospectus et ce en fonction de leur situation financière particulière et de leurs objectifs d'investissement. Le prix de revente est principalement fonction de l'évolution des marchés de taux, du risque de signature de l'Émetteur et de l'existence d'un marché secondaire tels que décrits dans les facteurs de risques mentionnés dans le présent Prospectus.

Les investisseurs sont invités à obtenir des informations auprès de leurs intermédiaires au sujet des droits de garde et frais de négociation qui pourront leur être éventuellement appliqués dans le cadre de l'acquisition et de la détention des Titres de créance.

[1] Les Investisseurs potentiels doivent lire attentivement les sections « Facteurs de risques liés à l'Émetteur » et « Facteurs de risques liés aux Titres de créance » du présent Prospectus

Ce Prospectus de même que l'ensemble des informations qui y sont incorporées par référence sont disponibles sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (l'**AMF**) (www.amf-france.org). Ce Prospectus est également disponible (i) sur demande et sans frais, au siège social de Crédit Mutuel Arkéa (1, rue Louis Lichou - France - 29480 Le Relecq-Kerhuon) et (ii) sur le site Internet de Crédit Mutuel Arkéa (www.arkea.com).

Le présent Prospectus se compose :

(1) des informations incorporées par référence (voir la section « Documents incorporés par référence » ci-après) qui figurent dans :

- le document de référence 2015 de l'Émetteur en langue française déposé auprès de l'AMF sous le n° D.16-306 en date du 8 avril 2016 qui inclut les états financiers annuels consolidés audités de l'Émetteur pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, ainsi que les notes explicatives et les rapports des commissaires aux comptes y afférents (le **Document de Référence 2015**) ;

- le document de référence 2016 de l'Émetteur en langue française déposé auprès de l'AMF sous le n° D.17-503 en date du 9 mai 2017 qui inclut les états financiers annuels et consolidés audités de l'Émetteur pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, ainsi que les notes explicatives et les rapports des commissaires aux comptes y afférents (le **Document de Référence 2016**) ;

- l'actualisation du Document de Référence 2016 de l'Émetteur en langue française déposé auprès de l'AMF sous le n° D.17-503-A01 en date du 31 août 2017 qui inclut les états financiers non audités résumés consolidés portant sur le semestre clos le 30 juin 2017, ainsi que les notes explicatives et le rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés (l' **Actualisation A-01 2017**) ;

(2) du résumé du Prospectus ; et

(3) du présent document.

AMF AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers (l'**AMF**) a apposé le visa n°17-534 en date du 5 octobre 2017 sur le présent Prospectus. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié si "*le document est complet et compréhensible, et que les informations qu'il contient sont cohérentes*". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Le Prospectus, tout document d'information relatif à l'Émetteur ou aux Titres de créance et toute autre information fournie dans le cadre de l'offre des Titres de créance ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation de la situation financière de l'Émetteur ou une quelconque évaluation des Titres de créance et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat des Titres de créance formulée par l'Émetteur à l'attention des destinataires du présent Prospectus ou de tous autres états financiers. Chaque Investisseur potentiel dans les Titres de créance devra juger lui-même de la pertinence des informations contenues dans le présent Prospectus et fonder sa décision d'achat des Titres de créance sur les recherches qu'il jugera nécessaires.

Ni le présent Prospectus ni aucune autre information fournie dans le cadre de l'offre des Titres de créance ne constitue une offre, ou une invitation de (ou pour le compte de) l'Émetteur à souscrire ou à acquérir l'un quelconque des Titres de Créance.

Nul n'est autorisé à donner des informations ou à faire des déclarations relatives à l'émission ou la vente des Titres de créance autres que celles contenues dans le présent Prospectus. Toutes informations ou déclarations non incluses dans le présent Prospectus ne sauraient en aucune façon être autorisées par ou au nom et pour le compte de l'Émetteur. En aucune circonstance, la remise de ce Prospectus ou une quelconque vente des Titres de créance ne peut impliquer (i) qu'il n'y ait pas eu de changement dans la situation de l'Émetteur ou du Groupe depuis la date du présent Prospectus et (ii) que les informations qu'il contient ou qui y sont incorporées par référence soient exactes à toute date postérieure à la date indiquée sur le présent Prospectus.

Les Investisseurs devraient revoir, entre autres, les informations incorporées par référence dans le présent Prospectus pour décider s'ils souscrivent ou achètent, ou non, des Titres de créance. Les Investisseurs doivent en particulier procéder à leur propre analyse et à leur propre évaluation des risques liés à l'Émetteur, à son activité, à sa situation financière et aux Titres de créance émis et doivent consulter leurs propres conseillers financiers ou juridiques quant aux risques associés à l'investissement dans les Titres de créance et quant à la pertinence d'un investissement en Titres de Créance à la lumière de leur propre situation. Les investisseurs potentiels doivent lire attentivement les sections intitulées « Facteurs de risques liés à l'Émetteur » et « Facteurs de risques liés aux Titres de créance » du présent Prospectus avant de décider d'investir dans les Titres de créance.

Dans certains pays, la diffusion du présent Prospectus et l'offre ou la vente des Titres de créance peuvent faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. L'Émetteur ne garantit pas que le présent Prospectus sera distribué conformément à la loi, ou que les Titres de créance seront offerts conformément à la loi, dans le respect de tout enregistrement applicable ou de toute autre exigence qu'aurait une juridiction, ou en vertu d'une exemption qui y serait applicable, et il ne saurait être responsable d'avoir facilité une telle distribution ou une telle offre.

En particulier, l'Émetteur n'a entrepris aucune action visant à permettre l'offre au public des Titres de créance ou la distribution du présent Prospectus dans une juridiction autre que la France qui exigerait une action en ce sens. En conséquence, les Titres de créance ne pourront être offerts ou vendus, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus ni tout autre document d'offre ne pourra être distribué ou publié (à l'exception de la France) dans une juridiction, si ce n'est en conformité avec toute loi ou toute réglementation applicable. L'Émetteur invite les personnes auxquelles ce Prospectus serait remis à se renseigner et à respecter ces restrictions. Une description de certaines de ces restrictions d'offre et de vente des Titres de créance et de distribution du présent Prospectus figure à la section « Admission et la négociation et modalités de négociation » ci-après.

Les Titres de créance n'ont pas été et ne seront pas enregistrés dans le cadre de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 telle que modifiée (la **Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**). Au regard de la législation américaine, et sous réserve de certaines exceptions, les Titres de créance ne peuvent être offerts ou vendus aux Etats-Unis (*United States*) ou à, ou pour le compte de, ressortissants américains (*U.S. persons*) tel que ces termes sont définis par la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la **Réglementation S**). Dans le présent Prospectus, Crédit Mutuel Arkéa pourra être désigné comme l'**Émetteur** ou la **Société** et le détenteur d'un Titre de créance pourra être désigné comme un **Investisseur** ou un **Porteur**.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS 5

FACTEURS DE RISQUES 21

INFORMATIONS SUR LES TITRES DE CREANCE 32

CONDITIONS DE L'OFFRE 49

INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR 54

DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE 56

ÉVENEMENTS RÉCENTS 62

PERSONNES RESPONSABLES DU PROSPECTUS 66

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Avertissement au lecteur :

Les résumés sont composés des informations requises appelées « Éléments ». Ces éléments sont numérotés dans les sections A à E (A.1 –E.7).

Ce résumé contient tous les éléments devant être inclus dans un résumé pour ce type de valeurs mobilières et d'Émetteur. La numérotation des Éléments peut ne pas se suivre en raison du fait que certains Eléments n'ont pas à être inclus.

Bien qu'un Élément doive être inclus dans le résumé du fait du type de valeur mobilière et d'Émetteur concerné, il se peut qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée sur cet Élément. Dans ce cas, une brève description de l'Élément est incluse dans le résumé suivie de la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissements		
A.1	**Avertissement général relatif au résumé**	Le présent résumé est établi dans le cadre de l'émission de titres de créance d'une valeur nominale inférieure à 100.000 euros (les **Titres de créance**). Ce présent résumé doit être lu comme une introduction à ce Prospectus et est fourni afin d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Titres de créance, mais ne remplace pas le Prospectus. Toute décision d'investir dans les Titres de créance doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus et des documents qui lui sont incorporés par référence. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans ce Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Espace Economique Européen (un **État Membre de l'EEE**), avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Une responsabilité civile n'est attribuée qu'aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Titres de créance.
A.2	**Information relative au consentement de l'Émetteur concernant l'utilisation du Prospectus**	Crédit Mutuel Arkéa consent à l'utilisation de ce Prospectus par Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Suravenir et par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central, auprès de qui les souscriptions seront reçues. Ce consentement est donné pour la période de souscription des Titres de créance, c'est-à-dire entre le 6 novembre 2017 et le 21 décembre 2017 (sauf clôture anticipée sans préavis au gré de l'Émetteur). **Les informations sur les conditions de l'offre fournies par Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Suravenir et par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif Central sont valables pour la période de souscription des Titres.**

Section B – Émetteur		
B.1	**Raison sociale et nom commercial de l' Émetteur**	Crédit Mutuel Arkéa (l'**Émetteur**)
B.2	**Siège social/ Forme juridique/ Législation/ Pays d'immatriculation**	L'Émetteur est une société anonyme coopérative de crédit à capital variable de droit français, immatriculée en France. Elle est régie par : - la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; - les Articles L. 231-1 à L. 231-8 du Code de commerce sur le capital variable ; - les dispositions du Code de commerce sur les sociétés commerciales ; - les dispositions du Code monétaire et financier relatives à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ; - les Articles L. 512-55 à L. 512-59 du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs au Crédit Mutuel ; etles dispositions de ses statuts et de son règlement intérieur. Le siège social de l'Émetteur est situé 1, rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon, France.
B.4b	**Tendances connues**	**Perspectives de la société depuis la publication de ses derniers états financiers vérifiés** Dans son dernier tableau de l'économie mondiale, l'OCDE estime que la dynamique de l'activité économique mondiale s'est accélérée fin 2016 et en 2017. La croissance mondiale devrait atteindre 3,5% cette année et 3,7% en 2018 contre 3% en 2016. L'organisation précise que les rythmes de croissance des grandes économies développées se synchronisent, une tendance illustrée par le rattrapage de la Zone euro vis-à-vis des Etats-Unis. La croissance des pays émergents et en développement (4,5%) surpasserait une nouvelle fois celle des pays développés (2,0%), selon le FMI. Le Brésil et la Russie sortent de récession. La remontée des cours du pétrole depuis juin n'a pas favorisé la poursuite du rebond de l'inflation dans les économies développées, qui s'était engagée au printemps 2016. La hausse de l'indice des prix à la consommation reste lente à la fois en Zone euro et aux Etats-Unis. La faiblesse persistante de l'inflation reste un « mystère » selon la Présidente de la Fed Janet Yellen. Dans cet environnement, la Réserve fédérale américaine a cependant relevé à deux reprises en mars et en juin son taux directeur et projette un nouveau resserrement monétaire en décembre 2017. Les responsables de la Fed projettent à nouveau trois hausses des taux directeurs en 2018. Par ailleurs, les investisseurs s'interrogent toujours fin 2017 sur les mesures fiscales et budgétaires qui seront effectivement mises en œuvre par le nouveau gouvernement américain. Les baisses d'impôts et les dépenses en infrastructures annoncées peuvent modifier les anticipations de croissance, d'inflation et de taux d'intérêt.

		En Zone euro, la Banque centrale européenne, qui a développé un arsenal élargi de mesures pour faire remonter l'inflation, a réduit à 60 milliards d'euros par mois son programme de rachats d'actifs depuis d'avril. Les investisseurs attendent au dernier trimestre une annonce d'un nouveau « recalibrage » du programme d'assouplissement quantitatif, mais maintiennent leurs anticipations de stabilité des taux directeurs à un niveau historiquement bas. En Europe, le processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne va rester au centre des attentions. Les premières négociations sont difficiles et des divergences de fond apparaissent sur plusieurs sujets, dont la facture du Brexit, les droits des ressortissants de l'U.E. au Royaume-Uni et la frontière nord-irlandaise.
B.5	**Description du Groupe**	Entrepreneur de la banque et de l'assurance, le groupe Crédit Mutuel Arkéa (le **Groupe** ou le **Groupe Crédit Mutuel Arkéa**) réunit les fédérations de Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central ainsi qu'une vingtaine de filiales spécialisées qui couvrent tous les métiers de la sphère financière. Avec un réseau de plus de 468 points de vente et la force de ses 9 000 salariés, Crédit Mutuel Arkéa place l'ouverture et le développement au cœur de son projet d'entreprise. Original et audacieux, résolument coopératif et mutualiste, le Groupe maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur d'un bancassureur, depuis la fabrication jusqu'à la distribution, et affirme sa stratégie grâce à un savoir-faire technologique fort et reconnu. Crédit Mutuel Arkéa dispose de 47,1 milliards d'euros d'encours de crédit et 100,5 milliards d'euros d'encours d'épargne au 31/12/2016.
B.9	**Prévisions et estimations du bénéfice**	Sans objet, l'Émetteur ne publie pas de prévisions et estimations du bénéfice.
B.10	**Réserves formulées dans le rapport d'audit**	Sans objet, il n'existe aucune réserve dans le rapport d'audit sur les informations financières historiques contenues dans le Prospectus.

<table>
<tr>
<td>B.12</td>
<td>Informations financières historiques clés sélectionnées</td>
<td>Information Financière Consolidée (en millions d’euros)
<table>
<tr><th></th><th>31 décembre 2015</th><th>31 décembre 2016</th><th>30 juin 2016 (non audité)</th><th>30 juin 2017 (non audité)</th></tr>
<tr><td>Capital social</td><td>2.202,6</td><td>2.203,1</td><td>2.200,1</td><td>2.211,9</td></tr>
<tr><td>Réserves consolidées</td><td>2.980,8</td><td>3.239,3</td><td>3.240,1</td><td>3.537,3</td></tr>
<tr><td>Résultat de l’exercice</td><td>296,3</td><td>336,2</td><td>186,7</td><td>193,2</td></tr>
<tr><td>Capitaux propres consolidés</td><td>5.776,3</td><td>6,073.0</td><td>5.978,0</td><td>6.368,0</td></tr>
<tr><td>Dettes à court, moyen et long-terme*[1]</td><td>14.161,8</td><td>13.760,3</td><td>14.530,9</td><td>11.791</td></tr>
<tr><td>*y compris les dettes subordonnées</td><td>382</td><td>890,3</td><td>896,3</td><td>1.390,3</td></tr>
<tr><td>Emprunts obligataires (valeur brute)</td><td>10.287,3</td><td>9.353,7</td><td>10.205,6</td><td>7.496</td></tr>
</table>
Il n’y a eu aucun changement significatif dans la situation financière ou commerciale de l’Émetteur ou du Groupe depuis le 30 juin 2017.

Sous réserve de l’information indiquée dans l’Elément B.4b, aucune détérioration significative n’a eu de répercussion sur les perspectives de l’Émetteur et du Groupe depuis le 31 décembre 2016.

[1] Le poste "Dettes à court, moyen et long-terme" est la résultante de l'addition des postes "Dettes représentées par un titre" et "Dettes subordonnées" des états financiers de l'Émetteur.

Le ratio CET 1 est de 16,3% au 30/06/2017. Les fonds propres de base de catégorie 1 ou « Common Equity Tier 1 » (CET 1) sont de 5,2 milliards d’euros et représentent 86 % des fonds propres prudentiels totaux. Ils progressent de 346 millions d’euros sur le premier semestre 2017, ce qui correspond principalement à l’intégration du résultat non distribué du 1er semestre 2017.</td>
</tr>
<tr>
<td>B.13</td>
<td>Événements ayant un impact sur la solvabilité de l’Émetteur</td>
<td>Sans objet. Il n’y a eu aucun évènement récent affectant la solvabilité de l’Émetteur.</td>
</tr>
<tr>
<td>B.14</td>
<td>Dépendance vis-à-vis d’autres entités du Groupe</td>
<td>Sans objet. L’Émetteur n’est pas dépendant d’autres entités du Groupe.</td>
</tr>
</table>

B.15	**Principales activités**	Fabricant et distributeur, le Crédit Mutuel Arkéa, banque de détail, est en mesure de proposer à ses clients, qu'ils soient particuliers, acteurs de la vie économique, sociale ou institutionnelle, une gamme complète de produits et services bancaires, financiers, patrimoniaux, d'assurance, etc. Par ailleurs, le Groupe présente la particularité de développer des services bancaires en marque blanche à destination d'autres établissements financiers et de paiement. Coopératif et mutualiste, le Crédit Mutuel Arkéa n'est pas coté en bourse. Il appartient à ses sociétaires qui sont à la fois actionnaires et clients. Le Groupe, qui conjugue solidité financière et stratégie de croissance durable, met ainsi sa performance au service du financement de l'économie réelle et des projets de ses 3,9 millions de clients.
B.16	**Principaux actionnaires**	Le capital de Crédit Mutuel Arkéa est détenu par les caisses locales des fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et du Crédit Mutuel Massif Central. Aucune des caisses locales des fédérations ne détient plus de 5% du capital de Crédit Mutuel Arkéa. Il n'existe pas d'accord susceptible d'entraîner un changement du contrôle de la société.
B.17	**Notation de crédit**	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation. A titre d'information, à la date du présent Prospectus, l'Émetteur a fait l'objet d'une notation Aa3 pour sa dette à long terme et P-1 pour sa dette à court terme par Moody's Investors Service Ltd. (**Moody's**) et A pour sa dette à long terme et A-1 pour sa dette à court terme par Standard & Poor's Credit Market Services France SAS (**S&P**). A la date du Prospectus, Moody's et S&P sont établis dans l'Union Européenne et sont enregistrés au titre du Règlement (CE) n°1060/2009, tel que modifié par le Règlement (UE) n°513/2011 (le **Règlement CRA**), et sont inscrits sur la liste des agences de notation enregistrées publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (*European Securities and Markets Authority*) (http://www.esma.europa.eu/page/List-registered-and-certified-CRAs) en accord avec le Règlement CRA. Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de conservation et peut faire l'objet d'une suspension, d'une baisse ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation concernée. Les notations peuvent être réexaminées à tout moment par les agences de notation.

Section C – Valeurs mobilières		
C.1	**Nature et catégorie des Titres/ISIN**	Titres de créance à capital non garanti à l'échéance indexés sur l'indice EURO STOXX 50® (les **Titres de créance**). Valeur Nominale des Titres de créance : 1.000 € Le montant nominal maximal de l'émission sera de 200.000.000 €. Le code ISIN des Titres de créance est : FR0013281904.

Section C – Valeurs mobilières		
		Le code commun des Titres de créance est : 168170211.
C.2	**Devise**	Les Titres de créance sont émis en euros (€).
C.5	**Négociabilité**	Sans objet : Il n'y a pas de restriction à la libre négociabilité des Titres de créance (sous réserve de l'application de restrictions de vente dans certaines juridictions).
C.8	**Droits attachés aux Titres, ainsi que leur rang et les limitations à ces droits**	*Maturité :* à moins qu'elles n'aient été préalablement rachetées et annulées ou remboursées par anticipation, les Titres de créance seront remboursés le 17 janvier 2028 (la **Date d'Échéance**). *Forme des Titres* : Les Titres de créance sont émis dans le cadre de la législation française. Ils seront émis sous forme dématérialisée et seront au porteur. *Rang de Créance des Titres* : Les Titres de créance constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Émetteur, venant au même rang entre eux (sous réserve des exceptions impératives du droit français) et au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures, de l'Émetteur. *Cas de défaut :* Les Titres de créance seront exigibles et payables à leur Valeur de Marché : (a) en cas de défaut de paiement de tout montant en principal ou intérêt ou prime, dû par l'Émetteur (sous certaines conditions), (b) en cas de manquement par l'Émetteur à l'une quelconque de ses autres obligations relatives aux Modalités (sous certaines conditions), (c) au cas où l'Émetteur fait une proposition de moratoire sur ses dettes, ou un jugement est rendu pour sa liquidation judiciaire, ou pour la cession totale de l'entreprise, ou fait l'objet de toute autre procédure d'insolvabilité ou conclu tout accord avec ses créanciers dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, dans la mesure où, pour chacun de ces cas, le droit applicable le permet, (d) au cas où l'Émetteur cesse son activité ou la quasi-totalité de son activité, ou vend, transfère ou cède, directement ou indirectement, tout ou la quasi-totalité de ses actifs (sous réserve de certaines exceptions). Pour les besoins du présent paragraphe, **Valeur de Marché** désigne le montant de remboursement de chaque Titre de créance calculé par l'Agent de Calcul à sa valeur de marché à la date retenue pour le calcul dudit montant de remboursement automatique anticipé telle que déterminée par l'Agent de Calcul, et prenant en compte notamment tous les coûts de débouclement des opérations de couverture sous-jacentes au présent emprunt par l'Émetteur. *Fiscalité :* le paiement du remboursement des titres sera effectué sous la seule déduction des retenues opérées à la source requises par la loi. En cas d'application d'une telle déduction, l'Émetteur ne sera pas tenu d'indemniser le porteur de Titres de créance pour le supplément d'impôt éventuellement mis à sa charge. *Droit applicable :* droit français.
C.9	**Intérêt,**	Les Titres de créance donneront lieu au versement d'un coupon non conditionnel de 4,00 % la première année payable à terme échu le 15 janvier 2019 quelle que

Section C – Valeurs mobilières		
	Remboursement, Rendement, Représentant des Porteurs	soit l'évolution de l'Indice. A l'issue de cette première année, de la 2ème à la 9ème année, si à une quelconque Date de Constatation : 70 % de Indice Initial ≤ l'Indice < 100% de l'Indice Initial alors les Titres de créance donneront lieu au versement d'un coupon conditionnel de 4,00% le cinquième jour ouvré suivant la Date de Constatation concernée. Le coupon conditionnel ne sera donc versé chaque année que si les conditions liées au niveau de l'Indice sont réunies au jour de la Date de Constatation. A l'exception des cas susvisés, les Titres de créance objet du présent Prospectus, ne constitueront pas un produit de dette conventionnel dans la mesure où l'indexation ne portera pas sur un taux d'intérêt fixe ou variable mais sur l'indice EURO STOXX 50® (l'**Indice**). Elles ne donneront pas lieu au paiement d'un intérêt mais au versement d'une prime. Les investisseurs dans les Titres de créance ne percevront pas d'intérêts au titre des Titres de créance (à l'exception des cas décrits dans le présent prospectus) mais une prime de remboursement dont les modalités de versement sont exposées aux paragraphes « Remboursement automatique anticipé » et « Remboursement à l'échéance » ci-dessous. **<u>Remboursement</u>** ***Remboursement automatique anticipé*** De la 2ème à la 9ème année, si à une Date de Constatation, le niveau de l'Indice est supérieur ou égal à son niveau initial (i.e. supérieur au niveau constaté à la Date de Constatation Initiale le 21 décembre 2017), l'investisseur bénéficie d'un mécanisme de remboursement automatique anticipé des Titres de créance assorti d'une prime. Dans cette hypothèse, le Porteur sera alors remboursé à hauteur de 100% de la Valeur Nominale des Titres de créance et percevra en outre une prime de 6,00%, soit un montant total correspondant à : Valeur Nominale x (100% + 6,00%) ***Remboursement à l'échéance*** Si les Titres de créance n'ont pas été remboursés lors (i) d'un Cas de Remboursement Automatique Anticipé durant les années 2 à 9, (ii) d'un rachat ou (iii) d'une annulation, alors le Montant de Remboursement Final de chaque Titre de créance, constaté à la Date de Constatation Finale et payé à la Date de Paiement Final sera calculé selon la formule suivante : 1° Si l'Indice Final ≥ 100% du niveau de Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit :

Section C – Valeurs mobilières		
		N x (100% + 6 %) 2° Si l'Indice Final ≥ 70% du niveau de l'Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit : N x (100% + 4 %) 3° Si l'Indice Final ≥ 60% du niveau de l'Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit : N x 100% 4° Si l'Indice Final < 60% du niveau de l'Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit : N x (Indice Final / Indice Initial) **Dans la quatrième hypothèse ci-dessus, les Porteurs subiront une perte en capital égale à la performance finale négative de l'Indice. La perte en capital pourra être partielle ou totale.** **Date de Constatation** désigne chaque 8 janvier compris entre le 8 janvier 2020 inclus et le 8 janvier 2028 inclus. Si un tel jour n'est pas ouvré, il sera remplacé par le jour ouvré qui le suit immédiatement. **Date de Constatation Finale** désigne le 10 janvier 2028 **Date de Constatation Initiale** désigne le 21 décembre 2017 **Date de Paiement Final** désigne le 17 janvier 2028. **Indice Initial** désigne le cours de clôture de l'Indice à la Date de Constatation Initiale **Indice Final** désigne le cours de clôture de l'Indice à la Date de Constatation Finale **N** désigne le montant de la Valeur Nominale, soit 1 000€. L'indice EURO STOXX 50® est calculé par Stoxx Limited, le promoteur de l'Indice (le **Promoteur**) et est constitué de 50 valeurs cotées sur la zone euro, qui sont les plus importantes dans leurs secteurs d'activité et qui ont le montant de titres en circulation le plus élevé. Compte tenu de la formule d'indexation des Titres de créance sur l'Indice, l'Émetteur n'est pas en mesure de fournir leur taux de rendement à la Date d'Émission, soit le 21 décembre 2017. Le taux de rendement annuel en cas de remboursement automatique anticipé pourra être compris entre 1,09% et 4,80% de la valeur nominale, en fonction de la Date de Remboursement Automatique Anticipé. Le taux de rendement annuel maximal en cas de remboursement final à la Date d'Échéance est de 4,13% de la valeur nominale.

Section C – Valeurs mobilières		
		Représentation des Porteurs Les Porteurs sont groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse jouissant de la personnalité civile régie par les dispositions des articles L. 228-46 et suivants du Code de commerce. Le représentant de la masse est : DIIS GROUP 12 rue Vivienne 75002 Paris Le représentant de la masse étant une personne morale, il n'y a pas de représentant de la masse suppléant.
C.10	**Dérivé auquel est lié le paiement des intérêts sur les Titres**	Le montant de la prime de remboursement automatique anticipé varie en fonction de l'évolution de l'Indice.
C.11	**Admission aux négociations**	Une demande a été présentée en vue de faire admettre les Titres de créance aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris à compter du 21 décembre 2017 sous le numéro FR0013281904.
C.15	**Description de l'impact de la valeur du sous-jacent sur la valeur de l'investissement**	La valeur de l'investissement est indexée sur la performance de l'indice EURO STOXX 50® et reflète donc les variations et la performance de cet indice dans la limite de la formule. Par conséquent le Montant de Remboursement Final calculé conformément à ce qui figure en C.9 ci-dessus, sera fonction de la performance de l'indice EURO STOXX 50®.
C.16	**Date d'échéance et Date de Constatation finale**	La date d'échéance des Titres de créance est le 17 janvier 2028 (la **Date d'Échéance**) et la date de constatation finale est le 8 janvier 2028 (la **Date de Constatation Finale**).
C.17	**Procédure de règlement des instruments dérivés**	Les Titres de créance font l'objet d'un règlement en numéraire.
C.18	**Modalités relatives au produit des instruments dérivés**	Se référer au paragraphe C.9 « *Résumé de l'émission - Remboursement* »
C.19	**Prix Final, Prix de Clôture, Prix de Référence ou Niveau Final du sous-jacent**	Le niveau de référence final de l'indice EURO STOXX 50® sera connu à la Date de Constatation Finale, soit le 8 janvier 2028.
C.20	**Type de sous-jacent et source d'information**	Les Titres de créance sont indexés sur l'indice EURO STOXX 50® dont les caractéristiques sont disponibles sur le site web du Promoteur de l'Indice, http://www.stoxx.com

Section D – Risques		
D.2	**Risques clés propres à l'Émetteur**	L'Émetteur opère presque exclusivement dans le secteur bancaire, la finance et l'assurance. Comme d'autres banques, l'Émetteur est exposé à divers risques qui incluent notamment : - **Risque de crédit** : le risque de crédit représente le risque de perte dû à l'incapacité des clients et autres contreparties de l'Émetteur à faire face à leurs obligations contractuelles de remboursement ou le risque de pertes de valeur d'une position de marché de l'Émetteur liée à la perte de solvabilité des contreparties. - **Risques de marché :** le risque de marché est le risque de perte lié aux variations des paramètres de marché (tels que prix, cours, taux d'intérêt, taux de change, spread de crédit etc.). C'est également le risque de perte liée à une mauvaise valorisation des opérations et le risque de liquidité impactant la valorisation des positions. - **Risques structurels de taux et de liquidité** : le risque de liquidité naît d'une différence de maturité entre les emplois et les ressources. Il peut se traduire par une charge complémentaire en cas de hausse des spreads de liquidité ; dans sa forme la plus extrême, il peut se traduire par une incapacité de l'Émetteur à honorer ses engagements. - **Risque de change** : l'Émetteur peut être confronté à un risque de change sur ses opérations en devise. Il existe un risque que les taux de change varient significativement (notamment en cas de dévaluation de l'euro et de réévaluation de la devise des opérations de l'Émetteur) ce qui peut affecter significativement l'activité de l'Émetteur. - **Risque actions et autres titres à revenu variable et risque sur titres immobilisés** : le risque actions apparaît en cas de variation négative des marchés actions, entraînant une baisse de la valorisation du portefeuille de l'Émetteur et de ses clients ce qui peut compromettre son activité. - **Risque opérationnel** : le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes défaillants ou inadaptés ou d'événements externes, qu'ils soient de nature délibérée, accidentelle ou naturelle. Le risque opérationnel recouvre de nombreux risques dont les risques de ressources humaines, les risques juridiques, les risques fiscaux, les risques liés aux systèmes d'information, les risques de production et les risques inhérents à l'information financière publiée ainsi que les conséquences pécuniaires éventuelles du risque de non-conformité et du risque de réputation. Les processus internes sont notamment ceux impliquant le personnel et les systèmes informatiques. Les inondations, les incendies, les tremblements de terre, les attaques terroristes, etc., sont des exemples d'événements externes. - **Risque juridique** : le risque juridique est intégré dans les risques opérationnels et concernent entre autres l'exposition à des amendes, pénalités

Section C – Valeurs mobilières		
		et dommages pour faute imputable à l'Émetteur au titre de ses opérations. - **Risque de non-conformité dont le risque de blanchiment** : le risque de non-conformité est défini comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, ou de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables ; qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance. - **Risques spécifiques à l'activité d'assurance** : l'activité d'assurance de l'Émetteur inclut plusieurs risques selon la nature de l'assurance (assurance-vie, prévoyance, emprunteur, dommage et réassurance). De manière générale, les risques spécifiques à l'activité d'assurance font peser sur les résultats de l'Émetteur tout risque de décalage entre les sinistres prévus et les sinistres survenus. - **Risque lié à la directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des crises dans l'Union européenne** : le régime de résolution bancaire institué par la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que transposée en France par l'ordonnance du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière) prévoient diverses mesures de résolution destinées à prévenir la défaillance des établissements de crédit. Parmi ces mesures, celles dites de renflouement interne permettent aux autorités de résolution de procéder à la dépréciation partielle ou totale ou à la conversion en capital de l'Émetteur (i.e. fonds propres de base de catégorie 1) des instruments de fonds propres et des engagements éligibles de l'Émetteur (dont les Titres de créance), sous certaines conditions et en fonction de leur rang de créance. Il existe d'autres mesures de résolution qui peuvent également avoir un effet négatif sur les conditions des Titres de créance et leur remboursement. - **Risques liés au litige avec la CNCM** : l'Émetteur est impliqué dans des litiges depuis la fin 2014 avec la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (la **CNCM**), l'organisme central du Crédit Mutuel, relatif à des conflits d'intérêts potentiels. Ces litiges concernent pour l'essentiel l'exercice de la supervision administrative, technique et financière par la CNCM ainsi que l'usage du nom « Crédit Mutuel ». Depuis octobre 2016, l'Émetteur fait l'objet d'une procédure de sanction engagée par la CNCM qui a donné lieu à une décision du Conseil d'administration de la CNCM, agissant en tant qu'instance disciplinaire, prise le 11 janvier 2017 prononçant un blâme à l'encontre de l'Émetteur. Dans un communiqué de presse en date du 11

Section C – Valeurs mobilières		
		janvier 2017, l'Émetteur a indiqué que cette sanction, purement politique et interne à l'organisation du Crédit Mutuel n'a pas d'impact sur ses activités et celles du Groupe et sera contestée par l'Émetteur. Le 9 mars 2017, le Crédit Mutuel Arkéa a formé un recours contre cette sanction devant le tribunal administratif de Rennes.
D.3	**Risques clés propres aux Titres**	**Les Titres de créance ne sont pas nécessairement adaptés à tous les Investisseurs :** L'investissement dans les Titres de créance implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et des titres de créance ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres de créance. Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les informations qui y sont incorporées par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Titres de créance. Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent des ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition de Titres de créance. Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Titres de créance et des risques qui en découlent et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires de l'acquisition de Titres de créance. En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Émetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Titres de créance émis, certains facteurs sont essentiels en vue de déterminer les risques de marché liés aux Titres de créance émis. Ces facteurs incluent notamment : ***Facteurs de risque généraux :*** **Les Titres de créance ne sont pas garantis et viennent au même rang que les autres dettes, présentes ou futures de l'Émetteur :** Les Titres de créance constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels, non subordonnés et ne sont garantis par aucune sûreté. Chacun des Titres de créance a un rang égal (*pari passu*), sans aucune priorité pour quelque raison de ce soit, entre elles et avec toute autre et garantie chirographaire, présente ou future de l'Émetteur. L'Émetteur est libre de conférer à tout moment des sûretés sur ses biens ou au profit d'autres créanciers chirographaires sans consentir les mêmes sûretés aux porteurs des Titres de créance. De même, l'Émetteur est libre de disposer de la propriété de ses biens. **Risque de crédit de l'Émetteur** : Si la solvabilité venait à se détériorer, la valeur de marché des Titres de créance pourrait baisser et les investisseurs pourraient alors perdre tout ou partie de leur investissement en cas de revente avant la Date d'Échéance.

Section C – Valeurs mobilières		
		Loi française sur les entreprises en difficulté : Les Porteurs seront automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une Masse. Toutefois, en vertu de la loi française sur les entreprises en difficulté, les créanciers titulaires de titres de créance sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers pour la défense de leurs intérêts communs. **Changement législatif** : Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une éventuelle décision judiciaire ou administrative ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du présent Prospectus. **Fiscalité** : Les acquéreurs et les vendeurs potentiels des Titres de créance doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon le droit ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Titres de créance seront transférés ou dans d'autres juridictions. Les investisseurs potentiels sont invités à ne pas se fonder sur les informations fiscales contenues dans le Prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la vente et le remboursement des Titres de créance. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel. **Les transactions sur les Titres de créance peuvent être soumises à la taxe européenne sur les transactions financières (**TTF**), dans l'hypothèse où elle serait adoptée :** Le 14 février 2013, la Commission Européenne a publié une proposition de directive (la **Proposition de la Commission**) pour une TTF commune à la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie et la Slovaquie. La Proposition de la Commission est très large et pourrait, si elle est adoptée, s'appliquer dans certains cas à certaines opérations sur les Titres de créance (y compris sur le marché secondaire). **Modification des Modalités des Titres de créance** : Dans certains cas, notamment portant sur les modifications des Modalités des Titres de créance, les Porteurs non présents ou non représentés lors d'une Assemblée Générale des Porteurs pourront se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même s'ils sont en désaccord avec ce vote. **Risque de volatilité du marché des titres de créance** : Le marché des titres de créances émis par les banques est influencé par les conditions économiques et de marché et, à des degrés divers, par les taux d'intérêts, taux de change et taux d'inflation dans d'autres pays occidentaux et d'autres pays industrialisés. Aucune assurance ne peut être donnée que des événements en France, au Royaume-Uni (y compris les incertitudes résultant du Brexit), en Europe, aux États-Unis ou ailleurs n'occasionneront pas une volatilité du marché ou qu'une telle volatilité n'aura pas un effet défavorable sur le prix des Titres ou que les conditions économiques et de

Section C – Valeurs mobilières		
		marché n'auront pas d'autre effet défavorable. ***<u>Facteurs de risque spécifiques aux Titres de créance :</u>*** **Risques relatifs aux titres de créance indexés :** Le rendement des Titres de créance est fondé sur les fluctuations de la valeur de l'indice EURO STOXX 50®. Les fluctuations de valeur de l'Indice sont imprévisibles. **Risque de perte en capital investi non mesurable *a priori* :** A partir du 15 janvier 2020, les Porteurs de Titres de créance recevront un montant totalement lié à la performance de l'Indice. Si à la Date de Constatation Finale (*i.e* le 8 janvier 2028, sous réserve d'ajustement), le niveau de clôture de l'Indice est inférieur à une barrière correspondant à 60% du niveau de l'Indice à la Date de Constatation Initiale (*i.e.* le 21 décembre 2017), les Porteurs se verront rembourser un montant inférieur à la valeur nominale qui sera déterminé en fonction de la variation de l'Indice, la perte en capital pouvant être partielle ou totale. En outre, si le Porteur revend sur le marché secondaire les Titres de créance à une date antérieure à la Date d'Échéance lorsque les conditions de déclenchement sont remplies, cette revente s'effectuera à un prix correspondant à la valeur de marché des Titres de créance et non pas à la Valeur Nominale des Titres de créance. En conséquence, le Porteur prend donc un risque en capital non mesurable *a priori* s'il réalise son investissement ou cède les Titres de créance avant l'échéance normale ou anticipée, l'éventuelle perte en capital pouvant être partielle ou totale. **Risques relatifs au remboursement automatique anticipé des Titres de créance :** L'attention des Porteurs est attirée sur le fait que les Titres de créance pourront faire l'objet d'un remboursement automatique anticipé, dans certaines circonstances. **Risques relatifs à l'indice EURO STOXX 50®** : L'Indice est composé d'actions sous-jacentes ; le prix de négociation de ces actions sous-jacentes sera influencé par l'environnement politique, financier, économique et d'autres facteurs. Il est impossible de prévoir les effets de ces facteurs sur la valeur de tout actif lié à l'Indice et donc sur la valeur des Titres de créance. **Valeur de marché des Titres de créance** : Elle sera affectée par la solvabilité de l'Émetteur et nombre d'éléments additionnels, qui incluent notamment l'évolution du sous-jacent et les taux d'intérêt. **Absence de clause de brutage :** Les Titres de créance ne bénéficieront pas de clause de brutage (*gross up*) stipulant la prise en charge par l'Émetteur d'une éventuelle retenue à la source. Les porteurs de Titres de créance supporteront le risque de l'imposition d'une déduction ou d'une retenue à la source sur les paiements effectués sur lesdits Titres de créance. **Les Titres de créance ne confèrent aucun droit sur l'Indice :** Les Titres de

Section C – Valeurs mobilières		
		créance sont des titres de dette de l'Émetteur qui ne sont pas assortis de sûretés et donc le rendement en principal est référencé sur l'Indice. Les Titres de créance ne confèrent aux investisseurs aucun droit d'acquérir l'Indice ni aucun autre droit de propriété sur l'Indice. **Conflits d'intérêts potentiels** : La distribution des Titres de créance se fera par l'intermédiaire d'Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Suravenir et par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central ce qui pourrait être source de conflits d'intérêts. Par ailleurs, l'Émetteur agit en qualité d'Agent de Calcul ceci pouvant également donner lieu à un conflit d'intérêts dans l'hypothèse d'une Perturbation de Marché. **Absence de marché secondaire actif pour les Titres de créance** : Les modalités des Titres de créance ont été établies dans la perspective d'un investissement jusqu'à la Date d'Échéance. Les Titres de créance pourraient ne pas faire l'objet d'un marché de négociation établi une fois émis et un tel marché pourrait ne jamais se développer. L'absence de liquidité pourrait avoir un effet défavorable sur la valeur de marché des Titres de créance.
D.6	**Avertissement sur le risque de perte partielle ou totale de la valeur de l'investissement**	En complément des facteurs de risques liés à l'Émetteur et aux Titres de créance, le Porteur prend un risque en capital non mesurable a priori s'il réalise son investissement ou cède les Titres de créance avant l'échéance normale ou anticipée lorsque les conditions de déclenchement sont remplies, l'éventuelle perte en capital pouvant être partielle ou totale.

Section E – Offre		
E.2b	**Raison de l'offre et Utilisation du produit de l'offre**	Le produit net de l'émission des Titres de créance est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur.
E.3	**Modalités et conditions de l'offre**	Les Titres de créance seront offerts au public en France. Le montant total maximal de l'émission sera de 200.000.000 €. La valeur nominale des Titres est de 1.000 €. Période d'Offre : du 6 novembre 2017 inclus au 21 décembre 2017 inclus. Les Titres de créance seront émis et réglés le 21 décembre 2017 (la **Date d'Émission**). Prix de l'Offre : 100%. Description du processus de souscription: L'Émetteur peut décider à tout moment de clore l'offre par anticipation sans attendre le 21 décembre 2017 dès lors qu'il estimera avoir suffisamment collecté de souscriptions. La clôture sera publiée dès la détermination du montant total souscrit au moyen d'un communiqué diffusé sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com).

Section E – Offre		
		Dès que la clôture par anticipation sera annoncée, plus aucune souscription ne pourra être enregistrée. Tous les ordres clients enregistrés avant la clôture anticipée seront servis intégralement, il n'y aura pas de réduction des ordres. Détails concernant le montant minimum ou maximum de de souscription : aucun montant minimum ou maximum de souscription n'est fixé. ***Modalités et date à laquelle les résultats de l'Offre seront annoncés au public*** : Les résultats de l'Offre seront publiés au plus tard le 21 décembre 2017 sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com) et seront mentionnées dans l'avis d'admission des Titres de créances diffusé par Euronext Paris. Ils seront également mis à la disposition du public, sans frais, au siège de l'Émetteur, 1 rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq-Kerhuon, France.
E.4	**Intérêt des personnes physiques ou morales pouvant influer sensiblement sur l'offre**	La distribution des Titres de créance se fera par l'intermédiaire d'Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Suravenir et par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central. Ces entités appartiennent au groupe Crédit Mutuel Arkéa.
E.7	**Dépenses facturées à l'investisseur par l'Émetteur ou l'offreur**	Aucun frais n'est supporté par les Porteurs.

FACTEURS DE RISQUES

Les termes en capitales non définis dans la présente section auront la signification qui leur est donnée au chapitre « Modalités ».

L'Émetteur considère que les risques ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des Titres de créance objet de ce Prospectus. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Émetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux Titres de créance sont décrits ci-dessous.

L'Émetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les Titres de créance, mais l'incapacité de l'Émetteur à payer tout montant au titre de, ou en relation avec, les Titres de créance peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Émetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention des Titres de créance sont exhaustifs.

Avant toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels doivent examiner attentivement toute l'information incluse dans ce Prospectus et en particulier, en prenant leur décision d'investissement, les facteurs de risques liés aux Titres de créance énumérés ci-après, et ce en fonction de leur situation financière particulière et de leurs objectifs d'investissement.

Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement. Ils sont invités à prendre en considération les informations contenues dans le Document de Référence 2016, au chapitre intitulé « Facteurs de risques », figurant aux pages 160 à 197.

FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ÉMETTEUR

Les facteurs de risques liés à l'Émetteur sont exposés en détail aux pages 160 à 197 du Document de Référence 2016 de l'Émetteur qui est incorporé par référence dans le présent Prospectus. En particulier l'Émetteur est exposé aux risques inhérents à ses activités et notamment :

- le risque de crédit ;
- les risques de marché ;
- les risques structurels de taux et de liquidité ;
- le risque de change ;
- le risque actions et autres titres à revenu variable et risque sur titres immobilisés ;
- le risque opérationnel ;
- le risque juridique ;
- le risque de non-conformité dans le risque de blanchiment ; et
- les risques spécifiques à l'activité d'assurance.

Outre les facteurs de risque exposés dans le Document de Référence 2016, l'Émetteur est également confronté aux facteurs de risques suivants :

Directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des crises dans l'Union européenne

Le 12 juin 2014 a été publiée la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la **Directive sur la Résolution des Crises** ou **DRC**). La DRC a pour but de permettre un large éventail d'actions devant être prises par les autorités de

régulation compétentes en lien avec les établissements de crédit et les entreprises d'investissement qui sont considérées comme étant en risque de défaillance. L'étendue de la directive et son impact sur l'Émetteur restent à ce jour à éclaircir mais la mise en œuvre de la directive ou la prise de toute mesure au titre de celle-ci pourrait affecter de façon substantielle la valeur de ces Titres de créance.

L'objectif de la DRC est de doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs et efficaces pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire au minimum l'exposition des contribuables aux pertes. La DRC contient quatre mesures de résolution et pouvoirs :

1. *cession des activités* – permet aux autorités de résolution de vendre à des conditions normales soit l'établissement lui-même, soit tout ou partie de son activité, sans le consentement des actionnaires et sans se plier aux exigences de procédure qui s'appliqueraient en temps normal ;
2. *établissements-relais* – permet aux autorités de résolution de transférer tout ou partie des activités de l'établissement à "l'établissement-relais" (une entité sous contrôle public) ;
3. *séparation des actifs* – permet aux autorités de résolution de transférer les actifs dépréciés ou toxiques dans une structure qui puisse en assurer la gestion et, à terme, l'assainissement ; et
4. *renflouement interne* – permet aux autorités de résolution de déprécier les créances non garanties détenues par un établissement défaillant, dans un ordre prédéterminé, et de les convertir en titres de participation (sous réserve de certains paramètres).

Les objectifs de la résolution devant être de garantir la continuité des fonctions critiques, d'éviter les effets négatifs sérieux sur la stabilité financière, de protéger les ressources de l'État par une réduction maximale du recours des établissements défaillants aux soutiens financiers publics exceptionnels et de protéger les déposants couverts, les investisseurs ainsi que les fonds et actifs des clients, les plans de redressement et de résolution ne devront tabler sur aucun soutien financier public exceptionnel, ni exposer les contribuables à un risque de perte et l'octroi d'un soutien financier public exceptionnel ne devra pas entraîner le déclenchement d'une procédure de résolution lorsque, à titre de précaution, un État membre prend une participation dans un établissement, y compris un établissement qui relève du domaine public, qui se conforme à ses exigences de fonds propres. Les instruments de résolution devront donc être mis en œuvre avant toute injection de fonds publics ou soutien public équivalent de nature exceptionnelle à un établissement.

La DRC prévoit que les États Membres devront appliquer ces mesures à partir du 1er janvier 2015 à l'exception de l'outil de renflouement interne des dettes senior qui est entré en vigueur le 1er janvier 2016. En France, la DRC a été transposée par l'ordonnance n°2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière, par le décret 2015-1160 du 17 septembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière financière et par trois arrêtés du 11 septembre 2015 relatifs respectivement (i) aux plans préventifs de rétablissement, (ii) aux plans préventifs de résolution et (iii) aux critères d'évaluation de la résolvabilité.

De manière exceptionnelle, lorsque l'instrument de renflouement interne est mis en œuvre, l'autorité de résolution peut exclure en tout ou en partie certains engagements de l'application des pouvoirs de dépréciation ou de conversion: a) lorsqu'il n'est pas possible de renflouer ledit engagement dans un délai raisonnable en dépit des efforts déployés de bonne foi par l'autorité de résolution ; b) lorsque cette exclusion est absolument nécessaire et proportionnée pour assurer la continuité des fonctions critiques et des activités fondamentales d'une manière qui préserve la capacité de l'établissement soumis à une procédure de résolution de poursuivre ses opérations, services et transactions essentiels ; c) cette exclusion est absolument nécessaire et proportionnée pour éviter de provoquer une vaste contagion, notamment en ce qui concerne les dépôts éligibles de personnes physiques et de micro, petites et moyennes entreprises, qui ébranlerait fortement le fonctionnement des marchés financiers, y compris les infrastructures des marchés financiers, d'une manière susceptible de causer une perturbation grave de l'économie d'un État membre ou de l'Union ; ou d) lorsque l'application de l'instrument de renflouement interne à ces engagements provoquerait une destruction de valeur telle que les pertes subies par d'autres créanciers seraient

supérieures à celles qu'entraînerait l'exclusion de ces engagements de l'application de l'instrument de renflouement interne.

Lorsqu'une autorité de résolution décide d'exclure en tout ou en partie un engagement éligible ou une catégorie d'engagements éligibles, le taux de dépréciation ou de conversion appliqué aux autres engagements éligibles peut être accru pour tenir compte de ces exclusions, Cette possibilité pourrait donc impacter l'Émetteur, tant sur le plan de l'éventuelle conversion que sur le plan de l'éventuelle augmentation du taux de conversion. Si les pertes qui auraient été absorbées par lesdits engagements n'ont finalement pas été totalement répercutées sur d'autres créanciers, ni totalement absorbées par le fonds de résolution, alors la solution ultime de résolution de l'établissement sera un soutien étatique exceptionnel.

Les pouvoirs instaurés par la DRC pourraient impacter la manière dont les établissements de crédit et les entreprises d'investissement sont gérés ainsi que, dans certaines circonstances, les droits des créanciers. Conformément à la règlementation relative au mécanisme de renflouement interne des institutions financières (*bail-in*), en cas de défaillance probable ou certaine de l'Émetteur, l'investisseur est soumis à un risque de diminution de la valeur de sa créance, de conversion de ses titres de créance en d'autres types de titres financiers (y compris des actions) et de modification (y compris potentiellement d'extension) de la maturité de ses titres de créance. A la date du présent Prospectus, il est impossible pour l'Émetteur d'évaluer tout l'impact de la DRC.

Pour s'assurer que le mécanisme de renflouement interne est efficace, les institutions financières devront maintenir un montant minimum de fonds propres et d'engagements éligibles exprimé en pourcentage du total de leurs passifs et de leurs fonds propres. Ce pourcentage sera déterminé, pour chaque établissement par l'Autorité de Résolution Compétente. Ce niveau minimum est dénommé "ratio minimum des engagements éligibles" (plus connu sous le vocable anglais **Minimum Ratio of Eligible Liabilities** ou **MREL**) et devra être fixé conformément à l'article 45 de la DRC et au Règlement Délégué de la Commission (UE) 2016/1450 du 23 mai 2016. Les autorités de résolution pourraient, par ailleurs, définir une période de transition appropriée pour atteindre l'exigence MREL finale.

Le 9 novembre 2015, le Conseil de Stabilité Financière a proposé que les "Banques d'Importance Systémique Mondiale" (dont fait partie le Groupe Crédit Mutuel Arkéa) maintiennent un montant de dettes subordonnées (légalement, contractuellement ou structurellement) à certaines dettes prioritaires telles que les dépôts garantis et les dérivés. Ces exigences dénommées **TLAC** (ou **Total Loss Absorbing Capacity – Capacité Totale d'Absorption des Pertes**), décrites dans un document intitulé **Principles on Loss-absorbing and Recapitalisation Capacity of G-SIBs in Resolution - Total Loss-absorbing Capacity (TLAC) Term Sheet** (le **Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière**) ont pour objectif de faire en sorte que les pertes soient absorbées par les actionnaires et les créanciers autres que les créanciers des dettes prioritaires plutôt que d'être supportées par les systèmes de soutien gouvernementaux. Les exigences TLAC imposent un niveau minimum (le **Minimum TLAC**) qui sera déterminé individuellement pour chaque Banque d'Importance Systémique Mondiale et sera au moins égal à (i) 16% des actifs pondérés à compter de son entrée en vigueur le 1er janvier 2019, puis à 18% à compter du 1er janvier 2022, et à (ii) 6% du dénominateur du ratio de levier à compter de son entrée en vigueur le 1er janvier 2019, puis à 6,75% à compter du 1er janvier 2022. Ces exigences pourront par ailleurs être augmentées des coussins prudentiels applicables. Les exigences TLAC seront, si elles sont adoptées et transposées en France, applicables en complément des autres exigences de capital imposées au Groupe Crédit Mutuel Arkéa. Ces exigences TLAC pourraient, par ailleurs, être intégrées dans les exigences MREL décrites ci-dessus ou pourraient être appliquées en plus de ces exigences.

Le 23 novembre 2016, la Commission Européenne a proposé des modifications de la Directive 2013/36/EU du Parlement Européen et du Conseil concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du Règlement (UE) 575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (le **Paquet CRD IV**), du SRM (tel que défini ci-dessous) et de la DRC qui, entre autres, rendraient effectif le Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière et modifieraient les exigences applicables au MREL. Ces propositions n'ont pas encore été interprétées et lorsqu'elles seront finalement adoptées, les règles applicables aux

exigences MREL et TLAC pourraient être différentes de celles proposées. Aussi, il n'est pas possible pour l'Emetteur d'évaluer l'impact de ces différents textes sur son activité.

Le 9 décembre 2016, la loi française n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (la **Loi Sapin II**), a été modifiée afin de permettre aux établissements de crédit français d'émettre des instruments qui seraient éligibles au TLAC et dont le rang serait supérieur (senior) aux titres subordonnés mais inférieur (junior) aux autres titres non-subordonnés classiques. Conformément à cette modification, le nouvel article L613-30-3-I du code monétaire et financier dispose que les titres de dettes émis par un établissement de crédit français après le 11 décembre 2016 (date d'entrée en vigueur de cette nouvelle loi française), dont la maturité est supérieure à un an et dont les termes et conditions prévoient que leurs propriétaires sont des créanciers chirographaires au sens du 4° de cet article, seront de rang inférieur (junior) à toutes les autres dettes non subordonnées de cet établissement de crédit dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire.

Le règlement 806/2014/EU du Parlement Européen et du Conseil du 15 juillet 2014 instaure un mécanisme de résolution unique (***Single Resolution Mechanism*** ou **SRM**) au sein de l'Union bancaire (i.e. zone Euro et États participants). Ce règlement établit un pouvoir centralisé de résolution confié à un conseil de résolution unique (*Single Resolution Board*) et aux autorités nationales de résolution. Le SRM s'applique directement, dans les pays de l'Union européenne participants (y compris en France et au Luxembourg) depuis le 1er janvier 2015. Cela aura pour conséquence d'harmoniser les procédures de résolution, en ce compris celle du renflouement interne, au sein de l'Union bancaire.

Ceci étant exposé, l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que conformément aux dispositions de la DRC, les autorités de résolution disposent de pouvoirs leur permettant de s'assurer que les instruments de capital (en ce compris les instruments de fonds propres de base de catégorie 1, les instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et les instruments de fonds propres de catégorie 2), et les engagements éligibles (en ce compris les Titres de créance) absorbent les pertes en cas de défaillance avérée ou prévisible de l'Émetteur ou, des entités du groupe auquel il appartient, si l'Émetteur nécessite un soutien financier public exceptionnel, ou si certaines autres conditions sont réunies.

L'exercice de ces pouvoirs, par les autorités de résolutions compétentes pourrait en conséquence entrainer la dépréciation partielle ou totale ou conversion en capital de l'Émetteur (i.e. en fonds propres de base de catégorie 1) des Titres de créance. En outre il est possible que si la situation financière de l'Émetteur se détériore, l'existence de ces pouvoirs entraîne une diminution de la valeur de marché des Titres de créance, plus rapide que si ces outils n'avaient pas existé.

Également, l'investisseur est exposé au risque que les conditions des Titres de créance telles que décrites dans le présent Prospectus, notamment leur date de maturité finale de même que le montant des intérêts et leur date de paiement, soient modifiées ou que les paiements soient provisoirement suspendus ou modifiés en cas de mise en œuvre d'une mesure de résolution sur l'Émetteur.

Il existe donc un risque pour les investisseurs des Titres de créance de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur l'Émetteur.

Facteur de risque lié au litige avec la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (CNCM)

L'Émetteur a été impliqué dans différents litiges avec la CNCM, l'organe central du Crédit Mutuel, depuis la fin de l'année 2014 relatifs à des conflits d'intérêt allégués. Ces litiges concernent essentiellement l'exercice de la supervision administrative, technique et financière par la CNCM ainsi que l'utilisation du nom "Crédit Mutuel". Ils ont donné lieu à plusieurs décisions de justice et communiqués de presse. Des communiqués de presse concernant ces litiges ont été publiés tant par le Crédit Mutuel Arkéa que la CNCM, en date des 6 et 13 octobre

2014, 18 mai 2016, 12 et 21 octobre 2016, 13 décembre 2016 et 11 janvier 2017. Le 3 mai 2016, le Crédit Mutuel Arkéa a ouvert des pourparlers avec la CNCM afin de reconnaître l'existence de deux groupes bancaires autonomes et concurrents respectivement Crédit Mutuel Arkéa et CM11-CIC. L'ensemble des propositions formulées par le Crédit Mutuel Arkéa a été rejeté par la CNCM. A l'issue des votes qui se sont déroulés du 19 au 21 octobre 2016, les trois fédérations du Crédit Mutuel Arkéa (Bretagne, Massif Central et Sud-Ouest) se sont prononcées à 96.4 % pour demander aux pouvoirs publics la reconnaissance d'un organe central propre au Crédit Mutuel Arkéa. Depuis octobre 2016, le Crédit Mutuel Arkéa fait l'objet d'une procédure de sanction engagée par la CNCM qui a donné lieu à une décision du Conseil d'administration de la CNCM, agissant en tant qu'instance disciplinaire, prise le 11 janvier 2017 prononçant un blâme à l'encontre du Crédit Mutuel Arkéa. Dans un communiqué de presse en date du 11 janvier 2017, le Crédit Mutuel Arkéa a indiqué que cette sanction, purement politique et interne à l'organisation du Crédit Mutuel n'a pas d'impact sur ses activités et celles du Groupe Crédit Mutuel Arkéa et sera contestée par le Crédit Mutuel Arkéa. Le 9 mars 2017, le Crédit Mutuel Arkéa a formé un recours contre cette sanction devant le tribunal administratif de Rennes.

Dans le cadre d'une prise de contrôle exclusif par CM11-CIC, de sociétés actives dans le secteur des services d'installation de réseaux de télécommunication en France, l'Autorité de la concurrence a indiqué dans une décision du 27 juin 2017 que le "groupe Crédit Mutuel constitue une entreprise unique au regard du droit de la concurrence". L'Emetteur, qui n'est pas actif dans ce secteur d'activité, rappelle que cette décision ne remet nullement en cause son autonomie notamment en matière de stratégie, de politique commerciale et de refinancement.

FACTEURS DE RISQUES LIÉS AUX TITRES DE CREANCE

En complément des risques exposés ci-dessus pouvant affecter la capacité de l'Émetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Titres de créance émis, certains facteurs de risque sont significatifs dans l'évaluation des risques liés à une décision d'investir dans les Titres de créance.

1) Facteurs de risques généraux

Les Titres de créance ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

L'investissement dans les Titres de créance implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et des obligations ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres de créance.

Les investisseurs potentiels ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, ainsi que dans les informations qui y sont incorporées par référence et des informations d'ordre général relatives aux Titres de créance.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils ont les ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Titres de créance.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature et les modalités des Titres de créance et des risques qui en découlent et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s)) des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition des Titres de créance.

Les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s)) les éventuelles évolutions économiques et autres circonstances nouvelles qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Certains investisseurs potentiels sont soumis à une réglementation stricte en matière d'investissements. Ces investisseurs potentiels devront consulter leur conseil juridique afin de déterminer si la loi les autorise à investir

dans les Titres de créance, si l'investissement dans les Titres de créance est compatible avec leurs autres emprunts et si d'autres restrictions d'achat des Titres de créance leur sont applicables.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent. Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Titres de créance, les Titres de créance peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres de créance.

Les Titres de créance ne sont pas garantis et viennent au même rang que les autres dettes, présentes ou futures, de l'Émetteur

Les Titres de créance constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels, non subordonnés et ne sont garantis par aucune sûreté. Chacun des Titres de créance a un rang égal (*pari passu*), sans aucune priorité pour quelque raison que ce soit, entre elles et avec toute autre dette et garantie chirographaire, présente ou future de l'Émetteur.

L'Émetteur est libre de conférer à tout moment des sûretés sur ses biens ou au profit d'autres créanciers chirographaires sans consentir les mêmes sûretés aux porteurs des Titres de créance. De même, l'Émetteur est libre de disposer de la propriété de ses biens.

Risque de crédit de l'Émetteur

La valeur des Titres de créance dépendra de la solvabilité de l'Émetteur. Si ladite solvabilité venait à se détériorer, la valeur de marché des Titres de créance pourrait baisser et les investisseurs pourraient alors perdre tout ou partie de leur investissement en cas de revente avant la Date d'Échéance.

En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Émetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Titres de créance émis, certains facteurs de risque sont significatifs dans l'évaluation des risques liés à une décision d'investir dans les Titres de créance émis.

Loi française sur les entreprises en difficulté

Les Porteurs seront automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une Masse. Toutefois, en vertu de la loi française sur les entreprises en difficulté, les créanciers titulaires de titres de créance sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers (l'**Assemblée**) pour la défense de leurs intérêts communs pour toute procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde accélérée, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en France concernant l'Émetteur.

L'Assemblée rassemble les créanciers titulaires de tous les titres de créance émises par l'Émetteur (en ce compris les Titres de créance) que ces titres de créance aient été émises dans le cadre d'un programme ou non et indépendamment de la loi applicable au contrat d'émission.

L'Assemblée délibère sur le projet de plan de sauvegarde, le projet de plan de sauvegarde financière accélérée ou le projet de plan de redressement envisagé pour l'Émetteur et peut ainsi accepter :

- une augmentation des charges des créanciers titulaires de titres de créance (en ce compris les Porteurs) par l'accord de délais de paiement et/ou un abandon total ou partiel des créances obligataires ;

- l'établissement d'un traitement inégal entre les créanciers titulaires de titres de créance (en ce compris les Porteurs) tel que requis par les circonstances ; et/ou

- la conversion des créances (en ce compris les Titres de créance) en titres donnant ou pouvant donner accès au capital.

Les décisions de l'Assemblée seront prises à la majorité des deux tiers (2/3 (calculés en proportion des créances obligataires détenues par les porteurs ayant exprimé leur vote lors de cette Assemblée). Aucun quorum n'est exigé pour que l'Assemblée se tienne.

En de telles circonstances, les stipulations relatives à la Représentation des Porteurs décrites dans les Modalités des Titres de créance du présent Prospectus ne seront pas applicables dans la mesure où elles sont en en contradiction avec des dispositions obligatoires de la loi sur les entreprises en difficulté applicables.

Changement législatif

Les Modalités des Titres de créance sont régies par la loi française en vigueur à la date du présent Prospectus.

Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une éventuelle décision judiciaire ou administrative ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du présent Prospectus.

Fiscalité

Les acquéreurs et les vendeurs potentiels des Titres de créance doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon le droit ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Titres de créance seront transférés ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales ni aucune décision de justice n'est disponible s'agissant de titres financiers tels que les Titres de créance. Les investisseurs potentiels sont invités à ne pas se fonder sur les informations fiscales contenues dans le présent Prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la détention, la vente et le remboursement des Titres de créance. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel. Ces considérations relatives à l'investissement doivent être lues conjointement avec les informations contenues dans le paragraphe 1.17 « *Fiscalité* » du chapitre « *Informations sur les valeurs mobilières devant être admises à la négociation* » du présent Prospectus.

Les transactions sur les Titres de créance peuvent être soumises à la taxe européenne sur les transactions financières (la TTF**), dans l'hypothèse où elle serait adoptée.**

Le 14 février 2013, la Commission Européenne a publié une proposition de directive (la **Proposition de la Commission**) pour une TTF commune à la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie et la Slovaquie (les **États membres Participants**). En mars 2016, l'Estonie a confirmé son intention de ne plus faire partie des États Membres Participants.

La Proposition de la Commission est très large et pourrait, si elle est adoptée, s'appliquer dans certains cas à certaines opérations sur les Titres de créance (y compris sur le marché secondaire). Selon la Proposition de la Commission, la TTF pourrait également s'étendre, dans certains cas, aux personnes en dehors des Etats membres Participants. De façon générale, la taxe s'appliquerait à certaines opérations sur les Titres de créance lorsqu'au moins une des parties à la transaction est établie sur le territoire d'un État membre participant et qu'un établissement financier établi sur le territoire d'un État membre participant est partie à la transaction, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, ou agit au nom d'une partie à la transaction. Un établissement financier

serait, ou serait réputé, "établi" dans un État membre participant dans des circonstances très étendues, y compris (a) pour avoir effectué des opérations avec une personne établie dans un État membre Participant ou (b) lorsque l'instrument financier objet de l'opération est émis dans un État membre Participant.

La proposition de directive reste l'objet de négociations entre les États membres Participants. Il est donc susceptible d'être modifié avant sa transposition. D'autres Etats membres de l'UE pourraient décider d'y participer.

Les potentiels porteurs des Titres de créance sont invités à consulter leurs propres conseillers professionnels par rapport à la TTF.

Modification des Modalités des Titres de créance

Les Porteurs seront automatiquement groupés en une Masse pour la défense de leurs intérêts communs et pourront se réunir en assemblée générale.

Les Modalités des Titres de créance permettent que dans certains cas les Porteurs non présents ou représentés lors d'une assemblée générale puissent se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même s'ils sont en désaccord avec ce vote.

L'assemblée générale des Porteurs peut délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités des Titres de créance, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Risque de volatilité du marché des titres de créance

Le marché des titres de créances émis par les banques est influencé par les conditions économiques et de marché et, à des degrés divers, par les taux d'intérêts, taux de change et taux d'inflation dans d'autres pays occidentaux et d'autres pays industrialisés. Aucune assurance ne peut être donnée que des événements en France, au Royaume-Uni (y compris les incertitudes résultant du Brexit), en Europe, aux États-Unis ou ailleurs n'occasionneront pas une volatilité du marché ou qu'une telle volatilité n'aura pas un effet défavorable sur le prix des Titres ou que les conditions économiques et de marché n'auront pas d'autre effet défavorable.

2) Facteurs de risques spécifiques liés aux Titres de créance

Risques relatifs aux titres de créance indexés

Le rendement des Titres de créance est fondé sur les fluctuations de la valeur de l'indice EURO STOXX 50® (l'**Indice**). Les fluctuations de valeur de l'Indice sont imprévisibles. Bien qu'il soit possible de disposer de données historiques à propos de l'Indice, la performance historique de l'Indice ne doit pas être prise comme une indication de la performance future.

A la différence des titres de créance classiques à taux fixe ou variable, les Titres de créance dont les paiements sont calculés par référence à l'Indice ne fournissent pas aux investisseurs des paiements d'intérêts périodiques. En outre, pour ce qui concerne le montant de remboursement final, le rendement effectif à échéance des Titres de créance peut être inférieur à celui qui serait payable sur un titre de dette classique à taux fixe ou variable. Le rendement du seul montant de remboursement final de chaque Titre de créance à l'échéance peut ne pas compenser le Porteur du coût d'opportunité impliqué par l'inflation et d'autres facteurs liés à l'évolution de la valeur de l'argent au fil du temps.

La décision d'acquérir les Titres de créance implique en conséquence d'être en mesure d'apprécier et d'analyser les fluctuations de l'Indice, sans pour autant que cette appréciation ne permette de prévoir si la valeur de l'Indice va augmenter ou baisser pendant la vie des Titres.

Les montants de remboursement potentiel tels que décrits dans le présent Prospectus sont indiqués hors frais et hors fiscalité applicable aux Titres.

Risque de perte du capital investi

Le 17 janvier 2028 (la **Date d'Échéance**), les porteurs de Titres de créance recevront un montant totalement lié à la performance de l'Indice, dans la limite du plafonnement du gain de 6,00%. Si à la date de constatation finale (*i.e* le 8 janvier 2028, sous réserve d'ajustement), le niveau de clôture de l'Indice est inférieur à une barrière correspondant à 60% du niveau de l'Indice à la date de constatation initiale (*i.e.* le 21 décembre 2017), les porteurs se verront rembourser un montant inférieur à la valeur nominale qui sera déterminé en fonction de la variation de l'Indice.

La date de remboursement des Titres de créance est directement liée à la performance de l'Indice : à chaque Date de Constatation (telle que définie ci-après), si la performance est supérieure ou égale à 100%, la date de remboursement sera antérieure à la Date d'Échéance. A la Date d'Échéance, les porteurs de Titres de créance peuvent ne pas recevoir le montant investi initialement. Les porteurs de Titres de créance peuvent recevoir un Montant de Remboursement Final qui, en cas d'évolution négative de l'Indice pendant la vie des Titres de créance, peut être significativement plus faible que le montant par Titre de créance investi initialement. Si à la date de constatation finale (le 8 janvier 2028) l'Indice présente une valeur inférieure à 60% de sa valeur initiale, l'investisseur subit une perte en capital égale à celle présentée par l'Indice et donc une perte en capital pouvant être partielle ou totale.

Le remboursement de chaque Titre de créance à la Date d'Échéance peut être inférieur à sa valeur nominale, la valeur de remboursement dépendant de la performance finale de l'Indice. **L'investisseur peut subir une perte en capital par Titre de créance allant jusqu'à 100 % de la valeur nominale.**

De plus le remboursement du capital ne tient pas compte de l'inflation, ni des frais d'entrée ou de gestion éventuellement supportés par l'investisseur au titre de cet investissement (notamment au cas où les Titres de créance servent de support de contrats d'assurance-vie ou de capitalisation en unités de compte). De ce fait, la performance nette pour l'investisseur peut donc être négative.

Enfin, l'investisseur ne bénéficie que partiellement de la croissance de l'Indice EURO STOXX 50®, au travers d'une indexation à la moyenne utilisée dans le calcul de la Prime de Remboursement à la Date d'Échéance. L'attention des porteurs est attirée sur le fait que ce principe atténuera l'effet positif éventuel d'une hausse de l'Indice EURO STOXX 50® à l'échéance.

Risques relatifs au remboursement automatique anticipé des Titres de créance

L'attention des Porteurs est attirée sur le fait que les Titres de créance pourront faire l'objet d'un remboursement automatique anticipé, dans certaines circonstances.

Pour plus de détails sur les modalités du remboursement automatique anticipé des Titres de créance, l'investisseur potentiel est prié de se reporter aux Modalités des Titres de créance exposées au paragraphe 1.15 « *Montant remboursé » de la section « Informations sur les valeurs mobilières devant être admises à la négociation* » du présent Prospectus.

Risques relatifs à l'indice EURO STOXX 50®

Les Titres de créance sont exposés à des risques largement similaires à ceux de tout investissement dans un portefeuille diversifié d'actifs, y compris, sans caractère limitatif, le risque de baisse du niveau général des prix de ces actifs. La liste qui suit énumère certains des risques les plus significatifs liés à l'Indice :

- la performance historique de l'Indice n'est pas indicative de la performance future de l'Indice. Il est impossible de prévoir si la valeur de l'Indice augmentera ou baissera pendant la durée des Titres de créance ;
- le niveau de l'Indice peut être affecté par des évènements économiques, financiers et politiques dans un ou plusieurs pays, y compris la(les) bourse(s) de valeurs ou système(s) de cotation sur lesquels les titres composant l'Indice sont négociés. L'Indice est composé d'actions sous-jacentes qui seront sujettes à des fluctuations de prix de marché, ce qui peut affecter de manière négative la performance des Titres de créance.

Il est impossible de prévoir les effets de ces facteurs sur la valeur de tout actif lié à l'indice EURO STOXX 50® et donc sur la valeur des Titres de créance.

Les Porteurs ne bénéficient pas des dividendes éventuels des actions composant l'indice EURO STOXX 50®. La performance d'un indice dividendes non réinvestis est inférieure à celle d'un indice dividendes réinvestis.

Les politiques du promoteur de l'Indice (le **Promoteur**) concernant les ajouts, suppressions et substitutions des actifs composant l'Indice et la façon dont le Promoteur prend en compte certains changements affectant de tels actifs sous-jacents peuvent affecter la valeur de l'Indice. De même, le Promoteur peut suspendre, interrompre le calcul de l'Indice, ce qui peut affecter la valeur des Titres de créance.

L'indice EURO STOXX 50® ainsi que ses marques sont la propriété intellectuelle de Stoxx Limited, Zurich, Suisse (le **Concédant**), et sont utilisés dans le cadre de licences. Le Concédant ne soutient, ne garantit, ne vend ni ne promeut en aucune façon les Titres de créance basés sur l'Indice et déclinent toute responsabilité liée au négoce des produits ou services fondés sur l'Indice.

Valeur de marché des Titres de créance

La valeur de marché des Titres de créance sera affectée par la solvabilité de l'Émetteur et nombre d'éléments additionnels, notamment l'intérêt du marché et les taux d'intérêt.

La valeur des Titres de créance dépend d'un nombre de facteurs interdépendants, notamment les évènements économiques, financiers et politiques, en France et ailleurs, y compris les facteurs qui affectent les marchés de capitaux en général et le marché sur lequel les Titres de créance sont admis à la négociation. Le prix auquel un porteur pourra acheter les Titres de créance pourra être substantiellement inférieur, le cas échéant, au Prix d'Émission ou au prix d'achat payé par l'acheteur.

Absence de clause de brutage

Les Titres de créance ne bénéficieront pas de clause de brutage (*gross up*) stipulant la prise en charge par l'Émetteur d'une éventuelle retenue à la source. Les porteurs de Titres de créance supporteront le risque de l'imposition d'une déduction ou d'une retenue à la source sur les paiements effectués sur lesdits Titres de créance.

Les Titres de créance ne confèrent aucun droit sur l'Indice

Les Titres de créance sont des titres de dette de l'Émetteur qui ne sont pas assortis de sûretés et dont le rendement en principal est référencé sur l'Indice. Les Titres de créance ne confèrent aux investisseurs aucun droit d'acquérir l'Indice ni aucun autre droit de propriété sur l'Indice.

Conflits d'intérêts potentiels

La distribution des Titres de créance se fera par l'intermédiaire d'Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Suravenir et par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central ce qui pourrait être source de conflits d'intérêts. Par ailleurs, l'Émetteur agit en qualité d'Agent de Calcul ceci pouvant également donner lieu à un conflit d'intérêts dans l'hypothèse d'une Perturbation de Marché.

Absence de marché secondaire actif pour les Titres de créance

Les modalités des Titres de créance ont été établies dans la perspective d'un investissement jusqu'à la Date d'Échéance ou jusqu'à la Date de Remboursement Automatique Anticipé. Les Titres de créance pourraient ne pas faire l'objet d'un marché de négociation établi une fois émises et un tel marché pourrait ne jamais se développer. Si un marché se développe, il pourrait ne pas être liquide. Par conséquent, les investisseurs pourraient ne pas être capables de vendre leurs Titres de créance facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires bénéficiant d'un marché secondaire développé. L'absence de liquidité pourrait avoir un effet défavorable sur la valeur de marché des Titres de créance. Ainsi, si le Porteur revend sur le marché secondaire les Titres de créance à une date antérieure à la Date d'Échéance, cette revente s'effectuera à un prix correspondant à la valeur de marché des Titres de créance et non pas à la Valeur Nominale des Titres de créance. En conséquence, le Porteur prend donc un risque en capital non mesurable a priori s'il réalise son investissement ou cède les Titres de créance avant l'échéance normale ou anticipée le cas échéant, l'éventuelle perte en capital pouvant être partielle ou totale.

Avertissement : **dans certaines circonstances, les porteurs de Titres de créance peuvent perdre tout ou partie de la valeur de leur investissement.**

INFORMATIONS SUR LES TITRES DE CREANCE

Toute référence dans les présentes aux **Porteurs** renvoie aux porteurs de Titres de créance. Toute référence dans les présentes aux **Modalités** renvoie, à moins qu'il n'en résulte autrement du contexte, aux paragraphes numérotés ci-dessous.

1. Informations concernant les valeurs mobilières

1.1 Nature et catégorie des valeurs mobilières admises à la négociation - code ISIN - code commun

Les titres émis sont des Titres de créance. Les Titres de créance émis sont, conformément à l'article L.213-0-1 du Code monétaire et financier, des titres négociables qui, dans une même émission, confèrent les mêmes droits pour une même valeur nominale et, par conséquent, constituent des titres financiers au sens de l'article L.211-1 du même code.

Code ISIN : FR0013281904

Code Commun : 168170211

1.2 Législation en vertu de laquelle les Titres de créance ont été créés

Les Titres de créance sont émis dans le cadre de la législation française.

1.3 Forme des Titres de créance

Les Titres de créance seront émis sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 1.000 euros chacun. La propriété des Titres de créance sera établie par une inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 et R.211-1 et suivants du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Titres de créance (y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis en représentation des Titres de créance.

Une fois émis, les Titres de créance seront inscrits en compte dans les livres d'Euroclear France (**Euroclear France**) qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. Pour les besoins des présentes, **Teneur de Compte** désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg (**Clearstream, Luxembourg**) et Euroclear Bank S.A./N.V. (**Euroclear**).

La propriété des Titres de créance sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Comptes et la cession des Titres de créance ne pourra être effectuée que par inscription dans ces livres.

1.4 Monnaie dans laquelle l'émission a lieu

Les Titres de créance sont émis en euros.

1.5 Rang des Titres de créance

Les Titres de créance constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels, non subordonnés de l'Émetteur venant au même rang entre eux et au même rang que toutes les autres dettes chirographaires, présentes et futures, de l'Émetteur.

1.6 Droits attachés aux Titres de créance

Le service des Titres de créance en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Pour plus d'informations sur les modalités de remboursement des Titres de créance, se reporter au paragraphe 1.15 « *Montant remboursé* » ci-dessous.

1.7 Autorisations sociales

L'émission des Titres de créance par l'Émetteur a été autorisée par une délibération du Conseil d'administration de l'Émetteur en date du 3 mars 2017 et par une décision du Directeur des marchés financiers en date du 4 octobre 2017.

1.8 Date de règlement et Date d'Émission

Les Titres de créance seront émis et réglées le 21 décembre 2017 (la **Date d'Émission**).

1.9 Montant d'Émission et Prix d'Émission

Le montant maximal de l'émission sera de 200.000.000 €, le montant de l'émission sera déterminé par l'Émetteur à l'issue de la période de souscription et publié le 21 décembre 2017 au plus tard sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com) et mis à disposition, sans frais, au siège de l'Émetteur, 1, rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq-Kerhuon, France.

Le Prix d'Émission sera de 100 %, soit 1.000 € par Titre de créance.

1.10 Restrictions relatives à la libre négociabilité des Titres de créance

Dans le respect des restrictions de vente détaillées à la section « *Admission et la négociation et modalités de négociation* » ci-après et des dispositions décrites en page 2 du présent Prospectus, il n'existe aucune autre restriction imposée par les Modalités à la libre négociabilité des Titres de créance.

1.11 Date d'Échéance et modalités d'amortissement des Titres de créance

Amortissement à l'échéance

A moins qu'ils n'aient été préalablement remboursés par anticipation ou qu'ils n'aient été rachetés et annulés, les Titres de créance seront amortis en totalité le 17 janvier 2028 (la **Date d'Échéance**).

Amortissement anticipé

L'Émetteur pourra rembourser par anticipation les Titres de créance en totalité dans les circonstances et aux montants décrits au paragraphe 1.15 « *Montant remboursé* » ci-dessous. En dehors de ce cas expressément prévus dans le présent Prospectus, l'Émetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des Titres de créance par remboursement.

Rachat

L'Émetteur ou tout agent agissant en son nom et pour son compte se réserve le droit de procéder à tout moment à des rachats des Titres de créance en bourse ou hors bourse, par des offres publiques d'achat ou d'échange, ou autrement, à quelque prix que ce soit, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Tous les Titres de créance rachetés par ou pour le compte de l'Émetteur pourront, au gré de l'Émetteur, être conservés ou annulés ou revendus conformément aux lois et règlements applicables. Les Titres de créance ainsi rachetés par l'Émetteur pourront être acquis et conservés aux fins de favoriser la liquidité des Titres de créance conformément aux articles L. 213-0-1 et D. 213-0-1 du Code monétaire et financier.

Pendant le temps de leur conservation par l'Émetteur, tous les droits attachés aux Titres de créance seront suspendus. Toute annulation des Titres de créance faisant suite à un rachat par l'Émetteur sera sans incidence sur le calendrier normal d'amortissement des Titres de créance encore en circulation. L'information concernant le nombre de Titres de créance rachetés et le nombre de celles en circulation pourra être obtenue au siège de l'Émetteur et sera transmise à Euronext pour information du public.

Annulation

Les Titres de créance rachetés par ou pour le compte de l'Émetteur et qu'il souhaite annuler le seront par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear. A condition d'être transférés et restitués, tous ces Titres de créance seront, comme toutes les Titres de créance remboursés par l'Émetteur, immédiatement annulés (ainsi que tous les droits relatifs au paiement des intérêts et aux autres montants relatifs à ces Titres de créance).

Les Titres de créance ainsi annulés ou, selon le cas, transférés et restitués pour annulation ne pourront être ni réémis ni revendus et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Titres de créance.

1.12 Procédure de règlement

Une fois émis, les Titres de créance seront inscrits en compte dans les livres d'Euroclear France qui créditera les comptes des Teneurs de Compte.

Le paiement de toutes sommes dues au titre des Titres de créance sera effectué en euro par crédit ou transfert sur un compte libellé en euros, conformément aux dispositions fiscales ou à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables.

Ces paiements devront être faits au bénéfice des Porteurs chez les Teneurs de Compte (y compris Euroclear France, Euroclear et Clearstream, Luxembourg).

Les paiements seront effectués sous réserve de l'application de toutes lois ou réglementations fiscales ou autres.

1.13 Taux d'intérêt nominal et dispositions relatives aux intérêts

Les Titres de créance donneront lieu au versement d'un coupon non conditionnel de 4,00% la première année payable à terme échu le 15 janvier 2019 quelle que soit l'évolution de l'Indice.

A l'issue de cette première année, de la 2ème à la 9ème année, si à une quelconque Date de Constatation :

$$70\ \%\ \text{de Indice Initial} \leq \text{l'Indice} < 100\%\ \text{de l'Indice Initial}$$

alors les Titres de créance donneront lieu au versement d'un coupon conditionnel de 4,00% le cinquième jour ouvré suivant la Date de Constatation concernée.

A l'exception des cas susvisés, les Titres de créance objet du présent Prospectus, ne constitueront pas un produit de dette conventionnel dans la mesure où l'indexation ne portera pas sur un taux d'intérêt fixe ou variable mais sur l'indice EURO STOXX 50®. Elles ne donneront pas lieu au paiement d'un intérêt mais au versement d'une prime dont les modalités sont exposées au paragraphe 1.15 "*Montant remboursé*" ci-dessous.

1.14 Dispositions relatives au rendement des Titres de créance

Du fait de l'indexation des Titres de créance sur l'indice EURO STOXX 50® (l'**Indice**), l'Émetteur n'est pas en mesure de fournir leur taux de rendement à la Date d'Émission. Le taux de rendement annuel en cas de remboursement automatique anticipé pourra être compris entre 1,09% % et 4,80 % de la valeur nominale, en fonction de la Date de Remboursement Automatique Anticipé. Le taux de rendement annuel maximal en cas de remboursement à la Date d'Échéance est de 4,13 % de la valeur nominale.

1.15 Montant remboursé

(A) ***Montant remboursé en Cas de Remboursement Automatique Anticipé***

Si à une quelconque Date de Constatation, le niveau de l'Indice est supérieur ou égal à 100% du niveau de l'Indice Initial, alors les Titres de créance sont automatiquement remboursées par anticipation (**Cas de Remboursement Automatique Anticipé**) et le Montant de Remboursement Final de chaque Titre de créance, payé à la Date de Paiement sera calculé selon la formule suivante :

N x (100% + 6%)

Si un Cas de Remboursement Automatique Anticipé survient, alors la Date de Remboursement Automatique Anticipé correspond à la Date de Paiement.

(B) ***Montant remboursé à la Date d'Échéance*** *(en l'absence de Remboursement Automatique Anticipé)*

Le montant de remboursement au 17 janvier 2028 (la **Date d'Échéance**) (ci-après le **Montant de Remboursement Final)**, en l'absence de remboursement automatique anticipé, de rachat ou d'annulation, sera déterminé de la manière suivante :

1° Si Indice Final ≥ 100% x Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit :

N x (100%+ 6 %)

2° Si Indice Final ≥ 70% x Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit :

N x (100% + 4 %)

3° Si Indice Final ≥ 60% x Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit :

N x 100%

4° Si Indice Final < 60% x Indice Initial alors l'Émetteur remboursera chaque Titre de créance au montant calculé comme suit :

N x (Indice Final / Indice Initial)

Dans la quatrième hypothèse ci-dessus, les Porteurs subiront une perte en capital égale à la performance finale négative de l'Indice ; la perte en capital pourra être partielle ou totale.

Pour les besoins des présentes,

Date de Constatation désigne chaque 8 janvier compris entre le 8 janvier 2020 inclus et le 8 janvier 2027 inclus. Si un tel jour n'est pas ouvré, il sera remplacé par le jour ouvré qui le suit immédiatement (cf. tableau ci-après).

Date de Constatation Finale désigne le 10 janvier 2028.

Date de Constatation Initiale désigne le 21 décembre 2017.

Date de Paiement Final désigne le 17 janvier 2028.

Date de Paiement est le cinquième jour ouvré suivant la Date Constatation (cf. tableau ci-après).

Indice désigne l'indice EURO STOXX 50®.

Indice Final désigne le cours de clôture de l'Indice, à la Date de Constatation Finale.

Indice Initial désigne le cours de clôture de l'Indice, à la Date de Constatation Initiale.

N désigne la valeur nominale de chaque Titre de créance, soit 1.000 €.

Le calendrier de la Date de Constatation Initiale, des Dates de Constatation, des Dates de Paiement, de la Date de Constatation Finale et de la Date de Remboursement Final est le suivant :

	Date de Constatation Initiale	
1	21 décembre 2017	
	Date de Constatation	**Date de Paiement**
2	08 janvier 2020	15 janvier 2020
3	08 janvier 2021	15 janvier 2021
4	10 janvier 2022	17 janvier 2022
5	09 janvier 2023	16 janvier 2023
6	08 janvier 2024	15 janvier 2024
7	08 janvier 2025	15 janvier 2025
8	08 janvier 2026	15 janvier 2026
9	08 janvier 2027	15 janvier 2027

	Date de Constatation Finale	Date de Remboursement Final
10	10 janvier 2028	17 janvier 2028

1.16 Cas de défaut

Le Représentant de la Masse des Porteurs agissant pour le compte de la Masse, à la demande d'un ou plusieurs porteur(s) de Titres de créance représentant, individuellement ou collectivement, au moins dix pour cent (10%) des Titres de créance en circulation sur simple notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception, peut demander à l'Émetteur de procéder au remboursement immédiat en totalité des Titres de créance, à la Valeur de Marché si l'un quelconque des événements énumérés ci-dessous survient :

(i) en cas de défaut de paiement de tout montant, en principal ou intérêt (y compris le paiement de la prime), dû par l'Émetteur au titre de tout Titre de créance depuis plus de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'exigibilité de ce paiement ; ou

(ii) l'Émetteur est en défaut de tout autre engagement prévu par les présentes Modalités, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de la réception par l'Émetteur de la notification écrite dudit manquement ; ou

(iii) dans l'hypothèse où l'Émetteur (a) conclut un accord amiable avec ses créanciers (b) fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de sauvegarde financière accélérée, de liquidation judiciaire, ou d'une liquidation volontaire (à l'exception de toute liquidation volontaire due à une fin d'activité de la société concernée), ou (c) dans la mesure permise par la loi, est soumis à toute autre procédure similaire ou (d) un jugement est rendu pour la cession totale de l'entreprise de l'Émetteur ; ou

(iv) en cas de dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption de l'Émetteur avant le remboursement intégral des Titres de créance, sauf dans le cas d'une dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption, au terme de laquelle, l'Émetteur est l'entité absorbante ou l'intégralité des engagements de l'Émetteur au titre des Titres de créance est transférée à la personne morale qui lui succède.

Pour les besoins du présent paragraphe, **Valeur de Marché** désigne le montant de remboursement de chaque Titre de créance calculé par l'Agent de Calcul à sa valeur de marché à la date retenue pour le calcul dudit montant de remboursement automatique anticipé telle que déterminée par l'Agent de Calcul, et prenant en compte notamment tous les coûts de débouclement des opérations de couverture sous-jacentes au présent emprunt par l'Émetteur.

1.17 Fiscalité

Le texte qui suit est une description générale de certaines considérations fiscales en France qui pourraient affecter les Porteurs qui (i) ne détiennent pas d'actions de l'Émetteur. Il ne constitue pas une analyse complète des considérations fiscales relatives aux Titres de créance, que ce soit en France ou à l'étranger. Les Porteurs sont invités à consulter leur propre conseil fiscal afin notamment de déterminer le droit applicable à l'acquisition, la détention et la cession des Titres de créance, à la perception de toute somme due au titre des Titres de créance et les conséquences de ces actions au regard de la fiscalité en vigueur.

Ce résumé est fondé sur les lois en vigueur en France à la date du présent Prospectus, celles-ci restant soumises à tout changement de loi ou de jurisprudence pouvant prendre effet après la date du présent Prospectus ou s'appliquer de manière rétroactive. En tout état de cause, ces informations ne constituent qu'un résumé de la fiscalité applicable en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés français, les Porteurs doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier avec leur conseiller fiscal habituel. Les conséquences de l'acquisition des Titres de créance en matière d'imposition sur la fortune ou droits d'enregistrement notamment ne sont pas abordées dans le résumé qui suit.

Les non-résidents fiscaux de France doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

Absence de clause de brutage

Tous les paiements afférents aux Titres de créance effectués par ou pour le compte de l'Émetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouvrés par ou pour le compte de toute juridiction, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit impérativement prescrit par la loi.

Le remboursement des Titres de créance sera effectué sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des Porteurs.

Si le remboursement des Titres de créance est soumis, en vertu de la législation d'une juridiction, à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre d'un quelconque impôt, droit ou taxe, présent ou futur, ni l'Emetteur, ni aucun Agent payeur, ni aucune autre personne ne sera tenu de payer un montant supplémentaire afin de compenser la déduction dudit prélèvement ou de ladite retenue à la source.

Les Porteurs supporteront le risque de l'imposition d'une déduction ou d'une retenue à la source sur les paiements effectués sur lesdits Titres de créance.

Régime fiscal applicable aux résidents fiscaux français

1) Personnes physiques détenant des Titres de créance dans leur patrimoine privé et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations

A titre liminaire, il convient de noter que les Titres de créance ne sont pas éligibles au Plan d'Épargne en Actions.

a) Revenus

Les revenus des Titres de créance (intérêts et/ou primes de remboursement au sens de l'article 238 septies A du Code général des impôts (**CGI**)) perçues par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du CGI sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu au titre de l'année de leur perception.

Lors de leur versement, les revenus des Titres de créance sont assujettis à un prélèvement de 24%, obligatoire mais non libératoire. Les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 25.000€ (contribuables célibataires, divorcés, ou veufs) ou 50.000 € (contribuables soumis à une imposition commune) peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement.

Ce prélèvement constitue un acompte d'impôt sur le revenu. Il est imputable sur l'impôt sur le revenu du au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré (par exemple pour des revenus perçus en 2017, le prélèvement est dû en 2017 et sera imputable sur l'impôt sur le revenu payé en 2018 au titre des revenus perçus en 2017). L'excédent éventuel de prélèvement obligatoire est restituable.

Les personnes appartenant à un foyer fiscal dont le montant des produits de placement à revenu fixe n'excède pas au titre d'une même année 2.000 € peuvent opter pour un assujettissement à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 24%.

Ces revenus sont assujettis aux contributions sociales (CSG, CRDS et autres contributions connexes) au taux cumulé de 15,5%. Hormis la CSG, déductible à hauteur de 5,1 points du revenu global imposable l'année de son paiement, ces contributions sociales ne sont pas déductibles du revenu imposable.

Les revenus des Titres de créance sont également inclus dans l'assiette de la contribution additionnelle à l'impôt sur le revenu, régie par l'article 223 sexies du CGI. Cette contribution sur les hauts revenus est due par les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu dont le Revenu Fiscal de Référence Corrigé (tel que défini ci-après) excède certaines limites. L'assiette de la taxe est constituée du montant du revenu fiscal de référence du foyer fiscal tel que défini au 1 du IV de l'article 1417 du CGI, sans qu'il soit tenu compte des plus-values en report mentionnées au I de l'article 150-0 B ter, retenues pour leur montant avant application de l'abattement pour durée de détention mentionné au 1 de l'article 150-0 D, pour lesquelles le report d'imposition expire et sans qu'il soit fait application des règles de quotient définies à l'article 163-0 A (le **Revenu Fiscal de Référence Corrigé**).

Cette contribution est calculée en appliquant un taux de :

- 3 % à la fraction du Revenu Fiscal de Référence Corrigé comprise entre 250 000€ et 500 000€ pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction du Revenu Fiscal de Référence Corrigé comprise entre 500 000€ et 1 000 000€ pour les contribuables soumis à imposition commune ;
- 4 % à la fraction du Revenu Fiscal de Référence Corrigé supérieure à 500 000€ pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction du Revenu Fiscal de Référence Corrigé supérieure à 1 000 000€ pour les contribuables soumis à imposition commune.

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou lors de l'acquisition du produit, la perte correspondante est considérée comme une perte en capital, qui n'est pas déductible du revenu global de l'investisseur (BOI-RPPM-RCM-20-10-20-20-20140211 n°340 et n°380). Toutefois, il est admis que cette perte en capital puisse s'imputer sur les intérêts afférents aux obligations versés la dernière année et qui n'entrent pas dans la définition de la prime de remboursement (BOI RPPM-RCM-20-10-20-20-20140211, n°390).

b) Plus-values

Les plus-values nettes réalisées lors de la cession des Titres de créance par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du CGI sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu dès le premier euro de cession (article 200 A 2 du C.G.I.).

Les plus-values nettes sont assujetties aux prélèvements sociaux au taux cumulé de 15,5%. Hormis la CSG, déductible à hauteur de 5,1 points du revenu global imposable l'année de son paiement, ces contributions sociales ne sont pas déductibles du revenu imposable.

Les plus-values nettes sur cessions de valeurs mobilières sont comprises dans le Revenu Fiscal de Référence Corrigé servant d'assiette à la contribution additionnelle à l'impôt sur le revenu, régie par l'article 223 *sexies* du CGI (cf. supra).

c) Moins-values

Les moins-values nettes subies lors de la cession des Titres de créance s'imputent sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des dix années suivantes par le contribuable lui-même, ou lorsqu'il s'agit de personnes mariées ou liées par un PACS, par les deux époux ou partenaires ainsi que les enfants et autres personnes considérées à charge.

2) Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun, hors entreprises d'assurance et de capitalisation, établissements de crédit et entreprises d'investissement)

a) Revenus

Les revenus des Titres de créance (intérêts et/ou primes de remboursement au sens de l'article 238 *septies* E du CGI) détenues par les personnes morales fiscalement imposables en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Les intérêts sont imposés au titre de l'exercice au titre duquel ils sont courus.

Les primes de remboursement correspondent à la différence entre les sommes ou valeurs à recevoir quelle que soit leur nature, à l'exception des intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière et restant à recevoir après l'acquisition, et celles versées lors de la souscription ou de l'acquisition (article 238 septies E I-1 du CGI).

En revanche, les intérêts non linéaires sont considérés comme des éléments constitutifs d'une prime de remboursement.

Si la prime est supérieure à 10 % de la valeur d'acquisition et le prix moyen à l'émission est inférieur ou égal à 90 % de la valeur de remboursement, la prime doit être imposée de manière étalée sur la durée de vie du produit comme suit.

Dans le cas général, la fraction de la prime et des intérêts (y compris les intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière) à rattacher aux résultats imposables de chaque exercice jusqu'au remboursement est calculée en appliquant au prix de souscription ou d'acquisition, majoré, le cas échéant, de la fraction de la prime et des intérêts capitalisés à la date anniversaire de l'emprunt ou du titre, le taux d'intérêt actuariel déterminé à la date de souscription ou d'acquisition. Le taux d'intérêt actuariel est le taux annuel qui, à la date de souscription ou d'acquisition, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir.

Si ces conditions ne sont pas satisfaites, la prime est imposable lors de son versement, étant précisé que les intérêts sont en tout état de cause rattachés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils ont couru.

Des modalités spécifiques de détermination et de rattachement de la prime de remboursement sont prévues s'agissant des titres « complexes », c'est-à-dire de ceux présentant des caractéristiques spécifiques quant à leurs modalités de remboursement ou de rémunération. Elles sont détaillées à l'article 238 septies E-II-3 du C.G.I.

Les intérêts et/ou primes de remboursement sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun (actuellement de 28% ou 33,1/3% - CGI, art. 219) majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% (article 235 ter ZC du CGI), qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 763 000 euros par période de 12 mois.

Cependant, les sociétés dont le chiffre d'affaires (hors taxes) est inférieur à 7.630.000 euros, et dont le capital social, entièrement libéré, a été détenu de façon continue à hauteur d'au moins 75% pendant l'exercice fiscal en question par des personnes physiques ou par des sociétés remplissant elles-mêmes ces conditions, bénéficient d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés de 15%, dans la limite d'un bénéfice imposable de 38 120 euros pour une période de 12 mois. Ces sociétés sont également exonérées de la contribution additionnelle de 3,3%.

b) Plus ou moins-values

Les plus ou moins-values réalisées lors de la cession des Titres de créance par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Le montant du gain ou de la perte est égal à la différence entre le prix de cession diminué, le cas échéant, des fractions de primes de remboursement déjà imposées et non encore perçues, et le prix d'acquisition des Titres de créance (BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20-20141020, n°310).

En cas de réalisation d'une plus-value, celle-ci est imposable à l'impôt sur les sociétés tel que décrit ci-dessus. En cas de réalisation d'une moins-value, elle est déductible du résultat imposable, dans les conditions de droit commun.

Des règles spécifiques sont prévues pour le calcul des plus-values afférentes aux valeurs mobilières assorties de bons de souscription.

3) Autres personnes physiques ou morales résidentes de France

Les résidents français autres que ceux visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal pour déterminer le régime fiscal qui leur est applicable.

Régime fiscal applicable aux non-résidents fiscaux français

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France devront se conformer à la législation en vigueur dans leur Etat de résidence, sous réserve, le cas échéant, de l'application des dispositions d'une éventuelle convention fiscale signée avec la France et leur Etat de résidence. Ces personnes devront s'assurer de la fiscalité qui leur est effectivement applicable auprès de leur conseil fiscal habituel.

1) Revenus

Les paiements d'intérêts ou d'autres produits effectués par l'Émetteur au titre des Titres de créance ne seront pas soumis à la retenue à la source prévue à l'article 125 A, III du Code général des impôts sauf si les paiements s'effectuent hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts (un **État Non Coopératif**). En application de l'article 125 A, III du Code général des impôts, si les paiements au titre des Titres de créance s'effectuent dans un Etat Non Coopératif, une retenue à la source de soixante-quinze pour cent. (75%) sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions de toute convention fiscale visant à éliminer les doubles impositions qui serait applicable).

En outre, en application de l'Article 238 A du Code général des impôts, les intérêts et autres produits versés par l'Emetteur relatifs à ces Titres de créance ne sont pas-déductibles du revenu imposable de l'Emetteur, s'ils sont dus ou payés à des personnes domiciliées ou établies dans un Etat Non Coopératif ou payés sur un compte bancaire tenu dans un organisme financier établi dans un Etat Non Coopératif (l' **Exclusion de Déductibilité**). Sous certaines conditions, ces intérêts non-déductibles et autres produits versés par l'Emetteur peuvent être requalifiés en dividendes en application des articles 109 et suivants du Code général des impôts, auquel cas ces intérêts non-déductibles et autres revenus peuvent être soumis à la retenue à la source prévue par l'article 119 *bis* 2 du même code au taux de trente pour cent. (30%) ou soixante-quinze pour cent. (75%) (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions de toute convention fiscale visant à éliminer les doubles impositions qui serait applicable).

Nonobstant ce qui précède, ni la retenue à la source de soixante-quinze pour cent. (75%), ni la non-déductibilité prévue à l'article 238 A du Code général des impôts et la retenue à la source prévue à l'article 119 *bis* 2 du même code ne s'appliqueront à une émission de Titres de créance donnée si l'Emetteur démontre (i) que cette émission a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation des intérêts et autres produits dans un Etat Non Coopératif (l' **Exception**) et (ii) au regard de l'Exclusion de Déductibilité que lesdits intérêts et produits se rapportent à des opérations réelles et ne

sont pas d'un montant anormal ou exagéré. Conformément aux commentaires administratifs publiés au Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts sous les références BOI-INT-DG-20-50-20140211, no. 550 et no. 990, BOI-RPPM-RCM-30-10-20-40-20140211, no. 70 et no. 80 et BOI-IR-DOMIC-10-20-20-60-20150320 no. 10, l'Exception s'applique sans que l'Emetteur ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet d'une émission d'obligations donnée si les obligations concernées sont :

(i) offerts dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L. 411-1 du Code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un Etat autre qu'un Etat Non Coopératif. Une "offre équivalente" s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ; ou

(ii) admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif ; ou

(iii) admis, lors de leur émission, aux opérations d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L. 561-2 du Code monétaire et financier, ou d'un ou plusieurs dépositaires ou gestionnaires similaires étrangers, sous réserve que le dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif.

En application des articles 125 A et 125 D du Code général des impôts, sous réserve de certaines exceptions, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui bénéficientd'intérêts ou d'autres produits des Titres de créance sont assujettis à un prélèvement à la source obligatoire au taux de 24%. Ce prélèvement est imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle ce prélèvement a été opéré ; si ce prélèvement excède l'impôt dû, l'excédent est restitué. Les prélèvements sociaux (CSG, CRDS et contributions assimilées) sont également prélevés à la source, au taux global de 15,5%, sur les intérêts et autres produits versés par l'Emetteur à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

2) Plus-values

Sous réserve des dispositions de toute convention fiscale visant à éliminer les doubles impositions qui serait applicable, les plus-values de cessions des Titres de créance réalisées par des personnes physiques qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du CGI. ou par des personnes morales dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe en France à l'actif duquel seraient inscrites les Titres de créance) ne sont pas imposables en France (article 244 *bis* C du CGI).

Les investisseurs potentiels sont invités à demander conseil à leur propre conseil fiscal concernant leur situation fiscale personnelle.

1.18 Représentation des Porteurs

Les Porteurs, pour la défense de leurs intérêts communs, seront automatiquement groupés en une masse (ci-après la **Masse**).

La Masse sera régie par les dispositions des articles L.228-46 et suivants du Code de commerce.

La Masse disposera de la personnalité morale conformément à l'article L.228-46 du Code de commerce, et agira d'une part par l'intermédiaire d'un représentant (le **Représentant**) et d'autre part par l'intermédiaire d'une assemblée générale des Porteurs (l'**Assemblée Générale**).

Sous réserve de l'existence d'un Porteur unique, la Masse seule, à l'exclusion des Porteurs pris individuellement, exercera les droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Titres de créance. Dans l'hypothèse où l'intégralité des Titres de créance en circulation est détenue par un unique Porteur, le Porteur exercera personnellement les pouvoirs attribués par la loi au Représentant de la Masse et à l'Assemblée Générale.

Le Représentant initial est :

DIIS GROUP
12 rue Vivienne
75002 Paris

Le Représentant de la Masse percevra une rémunération de 500 € (hors taxes) par an au titre de ses fonctions.

Le Représentant aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des Porteurs de Titres de créance.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'Assemblée Générale des Porteurs de titres ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité. Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement total, anticipé ou non, des Titres de créance.

En cas de convocation de l'Assemblée Générale des Porteurs de Titres de créance, ces derniers seront réunis au siège social de l'Émetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le Porteur de Titres de créance a le droit, pendant le délai de quinze (15) jours qui précède la réunion de l'Assemblée Générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Émetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres de créance offriraient aux investisseurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats d'émission le prévoient les porteurs de titres de créance seront groupés en une Masse unique.

Conformément à l'article R.228-71 du Code de commerce, le droit de chaque Porteur à participer aux Assemblées Générales sera justifié par l'inscription du nom du Porteur dans les livres du Teneur de Compte concerné à 0:00, heure de Paris, le troisième (3ème) Jour Ouvrable à Paris précédant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée Générale concernée.

1.19 Assimilation

L'Émetteur aura la faculté d'émettre, sans l'accord des Porteurs, d'autres titres de créance assimilables aux Titres de créance à condition que ces titres de créance confèrent des droits identiques à tous égards à ceux des Titres de créance (ou à tous égards à l'exception du Prix d'Emission) et que les modalités de ces titres de créance prévoient une telle assimilation avec les Titres de créance.

Dans ce cas, les porteurs des titres de créance assimilables et les Porteurs seront regroupés en une seule masse. Dans les présentes Modalités, les références aux Titres de créance comprennent tous autres titres de créance émis conformément au présent paragraphe et assimilées aux Titres de créance.

1.20 Paiement les Jours Ouvrés

Si la date de paiement d'un des Montants remboursés définis au paragraphe 1.15 ci-dessus afférent à un Titre de créance n'est pas un Jour Ouvré (tel que défini ci-après), le Porteur n'aura alors droit au paiement de cette somme que le premier Jour Ouvré suivant et n'aura droit à aucun intérêt ou autre montant supplémentaire en raison de ce délai.

Dans les présentes Modalités, **Jour Ouvré** désigne un jour (à l'exception du samedi et du dimanche) où Système de Transfert Express Automatisé Transeuropéen à Règlement Brut en Temps Réel (TARGET 2) fonctionne.

1.21 Prescription

Toutes actions contre l'Émetteur en vue du paiement d'un des montants remboursés définis au paragraphe 1.15 ci-dessus dus au titre des Titres de créance seront prescrites à compter d'un délai de dix (10) ans (pour le principal) et cinq (5) ans (pour les intérêts) à partir de leur date d'exigibilité respective.

1.22 Avis

Tout avis aux Porteurs sera valablement donné s'il a été délivré à Euroclear France.

Tout avis aux Porteurs sera réputé avoir été donné à la date de publication ou, en cas de plusieurs publications, à la date de première publication.

1.23 Loi applicable et tribunaux compétents

Les Titres de créance sont régis par le droit français.

Tout différend se rapportant directement ou indirectement aux Titres de créance sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Brest.

2. Informations relatives au Sous-Jacent

2.1 Prix d'exercice ou prix de référence final

Se reporter aux dispositions du paragraphe 1.15 ci-dessus.

2.2 Déclarations relatives au Sous-Jacent

Les Titres de créance sont indexés sur la performance, liée à l'évolution de l'indice EURO STOXX 50®

INDICE	CODE BLOOMBERG	PROMOTEUR	BOURSE	SITE INTERNET
EURO STOXX 50®	SX5E	STOXX LIMITED	Chaque marché sur lequel chaque valeur composant	http://www.stoxx.com

			l'Indice est cotée.	

Les informations sur les performances passées et futures de l'indice EURO STOXX 50® peuvent être obtenues sur le site internet de l'Indice tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus.

La volatilité de l'Indice peut être obtenue auprès de l'Agent de Calcul.

(i) Description du mécanisme de fonctionnement de l'indice EURO STOXX 50®

L'indice EURO STOXX 50® est constitué de 50 valeurs cotées sur la zone euro, qui sont les plus importantes dans leurs secteurs d'activité et qui ont le montant de titres en circulation le plus élevé.

La composition de l'indice EURO STOXX 50® est revue annuellement et les modifications sont effectives le troisième vendredi de septembre, sur la base des données de marché disponibles fin juillet (dernier jour ouvré). En cours d'année, de nouvelles valeurs peuvent apparaître dans l'Indice, pour remplacer par exemple des sociétés qui ont fusionné ou qui ont fait l'objet d'une offre publique d'achat.

Calcul et publication de l'indice EURO STOXX 50® :

Il est déterminé depuis le 31 décembre 1991. La valeur de base de cet Indice a été fixée à 1.000 (mille).

- Il est calculé en continu et diffusé toutes les quinze secondes.
- Il est pondéré en fonction des titres réellement disponibles sur le marché.
- Il est ajusté pour éliminer toutes les variations exogènes (distributions d'actions gratuites, augmentation de capital, distribution de dividendes exceptionnels).

Les règles de calcul ainsi que la méthodologie de cet Indice sont disponibles sur les sites

http://www.stoxx.com/download/indices/rulebooks/stoxx_indexguide.pdf

http://www.stoxx.com/download/indices/factsheets/sx5e_fs.pdf

STOXX et ses concédants déclinent toute responsabilité relative aux Titres de créance. Plus particulièrement :

- STOXX et ses concédants ne fournissent ni n'assurent aucune garantie, expresse ou implicite, que ce soit concernant :
- Les résultats devant être obtenus par les Titres de créance, le porteur des Titres de créance ou toute personne impliquée dans l'utilisation de l'indice EURO STOXX 50 ® et des données incluses dans l'indice EURO STOXX 50 ®;
- L'exactitude ou l'exhaustivité de l'indice EURO STOXX 50 ® et des données qu'il contient;
- La négociabilité de l'indice EURO STOXX 50 ® et de ses données ainsi que leur adéquation à un usage précis ou à une fin particulière;
- STOXX et ses concédants ne peuvent être tenus pour responsables de quelque erreur, omission ou interruption que ce soit dans l'indice EURO STOXX 50 ® ou les données qu'il contient;

- En aucun cas, STOXX ou ses concédants ne peuvent être tenus pour responsables de quelque manque à gagner que ce soit. Il en va de même pour tout dommage ou perte indirects même si STOXX et ses concédants ont été avertis de l'existence de tels risques.

Le contrat de licence entre l'Émetteur et STOXX a été établi dans leur seul intérêt et non dans celui des porteurs des Titres de créance ou de tiers.

2.3 Perturbations de Marché et Règles d'Ajustement

(i) Définitions

Pour les besoins du présent Prospectus, les termes commençant par une majuscule auront la signification donnée ci-dessous.

Bourse signifie chacun des marchés réglementés ou systèmes de cotation des actions composant l'Indice (ou tout autre marché ou système s'y substituant).

C**onvention de Jour de Bourse** : si une Date de Constatation concernée ou la Date d'Échéance n'est pas un Jour de Bourse pour l'Indice, alors la Date de Constatation concernée ou la Date d'Échéance selon le cas sera reportée au Jour de Bourse suivant ;

Heure de Constatation signifie l'heure utilisée par le Promoteur pour le calcul du niveau officiel de clôture de l'Indice.

Jour de Bourse signifie, tout jour où l'Indice doit être calculé et publié par le Promoteur et où les Marchés Liés fonctionnent.

Marché (s) Lié (s) signifient les principaux marchés d'options sur l'Indice ou de contrat à terme sur l'Indice ou tout autre marché s'y substituant.

Perturbation du Marché : signifie, la survenance ou l'existence, au cours d'un Jour de Bourse, pendant la demi-heure précédant immédiatement l'Heure de Constatation, d'une suspension importante ou d'une réduction importante des négociations (à raison de variations de cours excédant les limites permises par la bourse concernée ou autrement) sur :

- une ou plusieurs actions sous-jacentes composant l'Indice dont la valeur représentait, avant cette suspension ou limitation, au moins 20 pour cent de la valeur de l'ensemble des actions sous-jacentes composant l'Indice.
- les contrats à terme ou les contrats d'options portant sur l'Indice.

(ii) Perturbation de Marché ou cas de non calcul et/ou non diffusion de l'Indice

Si à une Date de Constatation concernée ou à la Date d'Échéance (pour les besoins du présent paragraphe, l'Indice, dès lors qu'existe une perturbation de marché, sera appelé l'**Indice Affecté**) l'Indice était affecté par une Perturbation de Marché ou était non calculé ou diffusé par le Promoteur ou toute autre autorité de marché compétente, la Date de Constatation concernée ou la Date d'Échéance serait reportée de jour en jour jusqu'au Jour de Bourse suivant pour lequel la Perturbation de Marché a disparu ou pour lequel l'Indice Affecté est calculé et diffusé par le Promoteur ou toute autre autorité de marché compétente, sans que ce report ne puisse excéder cinq (5) Jours de Bourse.

Si, au 5ème Jour de Bourse suivant la Date de Constatation concernée ou la Date d'Échéance, la Perturbation de Marché est toujours constatée ou si l'Indice Affecté n'était toujours pas calculé par le Promoteur et/ou toujours pas diffusé par toute autre autorité de marché compétente (dans la mesure où l'Indice Affecté ne serait pas calculé et/ou diffusé par une entité tierce, conformément aux stipulations du

paragraphe « Calcul par un tiers de l'Indice » ci-après), l'Agent de Calcul déterminera le niveau théorique de l'Indice Affecté à la clôture des cotations le 5ème Jour de Bourse en utilisant la dernière formule de calcul de l'Indice Affecté.

Il appartiendrait à l'Agent de Calcul de déterminer le niveau théorique de l'Indice Affecté à la clôture de ce Jour de Bourse conformément à la formule et à la méthode de calcul de l'Indice Affecté en vigueur avant le début de la Perturbation de Marché ou avant la date de cessation de calcul et de diffusion de l'Indice Affecté, sur la base des cours côtés à la clôture des Bourses concernées, de ces Jours de Bourse pour chacune des valeurs comprises dans l'Indice Affecté (ou, en cas de suppression, ou de restriction significative affectant la négociation d'une ou plusieurs de ces valeurs sur la base de l'estimation faite de bonne foi par l'Agent de Calcul au cours qui aurait prévalu à la clôture des Bourses concernées pour de telles valeurs en l'absence de suspension ou de restriction).

(iii) Calcul par un tiers de l'Indice

Dans le cas où, pendant la durée de vie des Titres de créance, l'Indice ne serait plus calculé ou diffusé par son Promoteur mais le serait par une entité tierce désignée par le Promoteur de l'Indice et reconnue par l'Émetteur, il serait fait application du niveau de l'Indice, selon le cas, par ce tiers.

Il en sera de même si ce tiers venait à cesser d'effectuer le calcul ou la publication de l'Indice et était lui-même remplacé dans ses fonctions dans les mêmes conditions.

(iv) Modification du mode de calcul ou remplacement de l'Indice

Dans le cas où, pendant la durée de vie des Titres de créance, le mode de calcul de l'Indice serait substantiellement modifié ou, dans le cas où l'Indice serait remplacé par un indice appelé à s'y substituer par l'organisme responsable de son calcul et de sa diffusion, ou par toute autre autorité de marché compétente, l'Agent de Calcul pourra :

- soit substituer à l'Indice l'indice modifié ou le nouvel indice affecté le cas échéant d'un coefficient multiplicateur qui permettra d'en assurer la continuité avec l'ancien Indice.

- soit appliquer la procédure prévue au paragraphe « Suppression de l'Indice» ci-après.

(v) Suppression de l'Indice

Dans le cas où l'Indice serait définitivement supprimé et non remplacé, l'Agent de Calcul, pourra déterminer le niveau de l'Indice Affecté en utilisant, en lieu et place de l'Indice jusqu'alors publié, le niveau de l'indice reconstitué conformément à la formule et à la méthode de calcul de l'Indice en vigueur avant sa suppression ou l'interruption du calcul et de la publication de l'indice, mais en ne retenant que les seules valeurs comprises dans l'Indice avant la suppression de l'Indice ou l'interruption du calcul et de la publication de l'Indice à l'exception des valeurs ultérieurement radiées par les Bourses concernées.

Toutefois, l'Émetteur pourra, en cas de suppression de l'Indice, d'un commun accord avec l'Agent de Calcul annuler ses engagements au titre des Titres de créance et indemniser les Porteurs en procédant au remboursement automatique anticipé des Titres de créance à leur juste valeur de marché, cette dernière étant déterminée par l'Agent de Calcul.

La date de remboursement automatique anticipé et le montant qui sera remboursé par anticipation seront mis à la disposition des Porteurs par l'Agent de Calcul ou l'Émetteur dans les cinq (5) Jours Ouvrés qui suivent la date de calcul de la juste valeur des Titres de créance.

(vi) Correction du niveau de clôture de l'Indice

Au cas où le niveau de l'Indice publié pour une séance donnée et utilisé pour le calcul d'un élément des Titres de créance est ajusté, que cette correction est publiée et rendue disponible pour le public par le Promoteur, après la publication originale mais au plus tard quatre (4) Jours Ouvrés avant la Date de Constatation concernée ou la Date d'Échéance, l'Agent de Calcul déterminera le montant à verser suite à cette correction et ajustera si nécessaire le montant remboursé afin de tenir compte de cette correction.

CONDITIONS DE L'OFFRE

1. Conditions de l'offre, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel de souscription et modalités d'une demande de souscription

1.1 Conditions de l'offre

L'émission des Titres de créance fera l'objet d'une offre au public en France.

1.2 Montant total de l'offre

Le montant maximal de l'émission sera de 200.000.000 euros, le montant de l'émission sera déterminé par l'Émetteur à l'issue de la période de souscription et publié le 21 décembre 2017 au plus tard sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com) et mis à disposition, sans frais, au siège de l'Émetteur 1, rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq-Kerhuon, France.

1.3 Période de souscription

La période de souscription sera ouverte du 6 novembre 2017 au 21 décembre 2017. Les Titres de créance pourront être souscrits auprès d'Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Suravenir et des caisses locales affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, Sud-Ouest et Massif Central.

L'Émetteur peut décider à tout moment de clore l'offre par anticipation sans attendre le 21 décembre 2017 dès lors que le plafond d'émission aura été atteint. La clôture sera publiée dès la détermination du montant total souscrit au moyen d'un communiqué diffusé sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com).

Dès que la clôture par anticipation sera annoncée, plus aucune souscription ne pourra être enregistrée.

Tous les ordres clients enregistrés avant la clôture anticipée seront servis intégralement, il n'y aura pas de réduction des ordres.

1.4 Montant minimum de souscription

Aucun montant minimum de souscription n'est fixé.

1.5 Versement des fonds et livraison des Titres de créance

Les Titres de créance seront émis à la Date d'Émission contre paiement. Les investisseurs seront informés par l'Émetteur que les titres leur sont alloués et des modalités de règlement corrélatives.

1.6 Modalités de publication des résultats de l'offre

Les résultats de l'offre relative aux Titres de créance seront déposés auprès de l'AMF, publiés au plus tard le 21 décembre 2017 sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com) et seront mentionnées dans l'avis d'admission des Titres de créance diffusé par Euronext Paris. Ils seront également mis à la disposition du public, sans frais, au siège de l'Émetteur, 1, rue Louis Lichou, 29480, Le Relecq-Kerhuon.

1.7 Garantie - Procédure d'exercice de tout droit préférentiel de souscription

L'émission des Titres de créance ne fait pas l'objet d'un contrat de garantie.

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

1.8 Commissions - Frais de Souscription

Aucun frais n'est supporté par les Porteurs. La rémunération perçue par l'Emetteur pourra atteindre un montant moyen annuel d'un maximum de 0,60% du montant émis ; cette émission pourra être payée sur la durée de vie des titres. Les investisseurs pourront obtenir le détail de ces frais par simple demande auprès de l'Émetteur.

2. Plan de distribution et allocation des Titres de créance

2.1 Catégories d'investisseurs auxquelles les Titres de créance sont offerts

Sous réserve des restrictions applicables détaillées à la section « *Admission et la négociation et modalités de négociation* » ci-après, les Titres de créance seront offerts en France à des investisseurs personnes physiques résidents français ainsi qu'à des investisseurs personnes morales.

2.2 Notification aux Porteurs

Les investisseurs ayant passé des ordres dans le cadre de l'offre seront informés de leurs allocations par l'Émetteur. Ils ne pourront être informés de leurs allocations qu'après diffusion par l'Émetteur des résultats de l'offre dans les conditions décrites au paragraphe 1.6 (« *Modalités de publication des résultats de l'offre* ») de la section « Conditions de l'offre » du présent Prospectus.

Aucune négociation des Titres de créance sur un marché réglementé au sens de la Directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers ne pourra avoir lieu avant la Date d'Émission.

2.3 Consentement de l'Émetteur à l'utilisation du Prospectus

L'Émetteur consent à l'utilisation de ce Prospectus ainsi que des informations qui y sont contenues - et pour lesquelles l'Émetteur déclare être responsable pendant toute la durée de l'offre et en cas de revente ultérieure - par les entités suivantes :

- Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Tour Ariane – 5, place de la Pyramide, 92088 Paris La Défense ;
- Suravenir, 232 rue du Général Paulet, 29200 Brest ; et
- par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations (i) du Crédit Mutuel de Bretagne, 30 boulevard de La Tour d'Auvergne, 35000 Rennes, (ii) du Sud-Ouest, avenue Antoine Becquerel, 33608 Pessac et (iii) Massif Central, 61 rue Blatin – BP 443 – 63012 Clermont-Ferrand.

Les souscription seront reçues par chacune des entités mentionnées ci-dessus pour une période se déroulant du 6 novembre 2017 au 21 décembre 2017.

Ce consentement est donné pour la période de souscription définie ci-dessus sur le territoire français exclusivement.

Les entités listées ci-dessus fourniront aux investisseurs des informations sur les conditions de l'offre au moment où elle est faite.

Les informations ainsi fournies sont valables pendant la période de souscriptions des Titres de créance ainsi qu'en cas de revente ultérieure des Titres de créance. Il n'y a pas d'autres conditions nécessaires au consentement de l'autorisation de l'utilisation du présent Prospectus.

Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Suravenir et les caisses locales des fédérations de Crédit Mutuel de Bretagne, du Massif Central et du Sud-Ouest pourront effectuer la revente ultérieure des Titres de créance pendant une période se déroulant du 21 décembre 2017 jusqu'à l'échéance du produit, en France.

Toute nouvelle information concernant chacune des entités autorisées à utiliser le Prospectus et inconnue au moment de l'approbation du Prospectus sera publiée sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com).

3. Prix d'Émission et prix d'acquisition

3.1 Prix d'Émission

Les Titres de créance sont émis au prix de 100 %, soit 1.000 euros par Titre de créance, payable en une seule fois à la Date d'Émission.

4. Placement et Prise Ferme

4.1 Coordinateur de l'offre

Non applicable

4.2 Intermédiaires chargés du service financier

Le service financier (remboursement des titres amortis) centralisé par Crédit Mutuel Arkéa, sera assuré par les intermédiaires teneurs de compte titres.

Le service des titres (transfert, conversion) est assuré par Crédit Mutuel Arkéa.

4.3 Intermédiaires chargés de la distribution

Les intermédiaires chargés de la distribution sont Arkéa Direct Bank (Fortunéo), Tour Ariane – 5, place de la Pyramide, 92088 Paris La Défense, Suravenir, 232 rue du Général Paulet, 29200 Brest et par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, 30 boulevard de La Tour d'Auvergne, 35000 Rennes, du Sud-Ouest, avenue Antoine Becquerel, 33608 Pessac et Massif Central, 61 rue Blatin – BP 443 – 63012 Clermont-Ferrand

4.4 Prise ferme

Non applicable

4.5 Agent de Calcul

L'Agent de Calcul des Titres de créance est Crédit Mutuel Arkéa, 1, rue Louis Lichou, 29480, Le Relecq Kerhuon.

5. Admission à la négociation et modalités de négociation

5.1 Cotation

Les Titres de créance feront l'objet d'une demande de cotation sur le marché règlementé français d'Euronext Paris.

Préalablement à l'admission aux négociations des Titres de créance, un avis Euronext sera publié.

La date de cotation des Titres de créance prévue est le 21 décembre 2017.

5.2 Marchés réglementés sur lesquels sont déjà négociées des titres de créance de même catégorie autres que celles admises à la négociation dans le cadre du présent emprunt

Non applicable

5.3 Entités assurant la liquidité sur le marché secondaire des Titres de créance

L'Émetteur donnera, dans des conditions normales de marché, un prix de marché secondaire indicatif hebdomadaire jusqu'à cinq jours ouvrés avant la Date d'Échéance, avec une fourchette achat-vente maximale de 1,00% de la Valeur Nominale (le prix de marché secondaire indicatif sera déterminé sur la base du dernier niveau connu du marché et publié sur la page SIX Telekurs. Les remboursements seront effectués sur les cours de marché tels qu'observés lors du débouclement des opérations de couverture des titres de créance rachetées.

En cas de conditions anormales de marché, l'Émetteur pourrait suspendre le marché secondaire des Titres de créance. La détermination par l'Émetteur si des conditions normales de marché s'appliquent ou non dépendra de plusieurs facteurs, dont notamment la possibilité de déboucler les instruments de couvertures sous-jacents aux titres de créance.

5.4 Informations complémentaires relatives à la transférabilité des Titres de créance

Général

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise dans un quelconque pays ou territoire autre que la France par l'Émetteur qui permettrait une offre au public des Titres de créance, ou la détention ou distribution du présent Prospectus ou de tout autre document promotionnel relatif aux Titres de créance, dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet. En conséquence, les Titres de créance ne doivent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, dans un pays autre que la France et ni le présent Prospectus, ni aucun autre document, publicité, ou autre document promotionnel relatif aux Titres de créance, ne doit être distribué dans ou à partir de, ou publié dans, tout pays ou toute juridiction excepté en conformité avec toute loi et réglementation applicables.

Etats-Unis d'Amérique

Les Titres de créance n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières et ne pourront être offertes ou vendues sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou à des, ou pour le compte ou le bénéfice de, ressortissants américains (*U.S. Persons*) autrement que dans le cadre des opérations exemptées des exigences d'enregistrement au titre de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières. Les termes utilisés dans le présent paragraphe ont la signification

qui leur est donnée dans la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la **Réglementation S**).

Les Titres de créance sont offertes et vendues en dehors des Etats-Unis et à des personnes qui ne sont pas ressortissants des Etats-Unis conformément à la Réglementation S.

Le présent Prospectus a été préparé par l'Émetteur en vue de son utilisation dans le cadre de l'offre ou de la vente des Titres de créance en dehors des Etats-Unis d'Amérique. Le présent Prospectus ne constitue pas une offre à une quelconque personne aux Etats-Unis d'Amérique. La diffusion du présent Prospectus à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (*U.S. Person*) ou à toute autre personne sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique par toute personne est interdite, de même que toute divulgation de l'un des éléments qui y est contenu à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (*U.S. Person*) ou à toute autre personne sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique sans le consentement préalable écrit de l'Émetteur.

INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

1. Siège social, objet et forme juridique

L'Émetteur est une société anonyme coopérative de crédit à capital variable de droit français, immatriculée en France. Elle est régie par :

- la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;
- les Articles L. 231-1 à L. 231-8 du Code de commerce sur le capital variable ;
- les dispositions du Code de commerce sur les sociétés commerciales ;
- les dispositions du Code monétaire et financier relatives à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ;
- les Articles L. 512-55 à L. 512-59 du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs au Crédit Mutuel ; etles dispositions de ses statuts et de son règlement intérieur.

Le siège social de l'Émetteur est situé 1, rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon, France.

2. Description du Groupe

Entrepreneur de la banque et de l'assurance, le groupe Crédit Mutuel Arkéa (le **Groupe** ou le **Groupe Crédit Mutuel Arkéa**) réunit les fédérations de Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central ainsi qu'une vingtaine de filiales spécialisées qui couvrent tous les métiers de la sphère financière.

Avec un réseau de plus de 468 points de vente et la force de ses 9 000 salariés, Crédit Mutuel Arkéa place l'ouverture et le développement au cœur de son projet d'entreprise. Original et audacieux, résolument coopératif et mutualiste, notre Groupe maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur d'un bancassureur, depuis la fabrication jusqu'à la distribution, et affirme sa stratégie grâce à un savoir-faire technologique fort et reconnu.

Crédit Mutuel Arkéa dispose de 47,1 milliards d'euros d'encours de crédit et 100,5 milliards d'euros d'encours d'épargne au 31/12/2016.

3. Principales activités

Fabricant et distributeur, le Crédit Mutuel Arkéa, banque de détail est en mesure de proposer à ses clients, qu'ils soient particuliers, acteurs de la vie économique, sociale ou institutionnelle, une gamme complète de produits et services bancaires, financiers, patrimoniaux, d'assurance, etc. Par ailleurs, le Groupe présente la particularité de développer des services bancaires en marque blanche à destination d'autres établissements financiers et de paiement.

Coopératif et mutualiste, le Crédit Mutuel Arkéa n'est pas coté en bourse. Il appartient à ses sociétaires qui sont à la fois actionnaires et clients. Le Groupe, qui conjugue solidité financière et stratégie de croissance durable, met ainsi sa performance au service du financement de l'économie réelle et des projets de ses 3,9 millions de clients.

4. Principaux actionnaires

Le capital de Crédit Mutuel Arkéa est détenu par les caisses locales des fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et du Crédit Mutuel Massif Central. Aucune des caisses locales des fédérations ne détient plus de 5% du capital de Crédit Mutuel Arkéa. Il n'existe pas d'accord susceptible d'entraîner un changement du contrôle de la société.

Pour toute autre information sur l' Émetteur, les Porteurs sont invités à se reporter au Document de Référence 2016 déposé auprès de l'AMF sous le n° D.17-503 en date du 9 mai 2017 ainsi que son actualisation déposé auprès de l'AMF sous le n° D.17-503-A01 en date du 1er septembre et incorporés par référence au présent Prospectus.

DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE

Le présent Prospectus devra être lu et interprété conjointement avec les documents suivants qui ont été préalablement publiés et déposés auprès de l'AMF. Ces documents sont incorporés dans le présent Prospectus et sont réputés en faire partie intégrante :

- du document de référence 2015 de l' Émetteur en langue française déposé auprès de l'AMF sous le n° D.16-306 en date du 8 avril 2016 qui inclut les états financiers annuels consolidés audités de l'Émetteur pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, ainsi que les notes explicatives et les rapports des commissaires aux comptes y afférents (le **Document de Référence 2015**) ;

- du document de référence 2016 de l' Émetteur en langue française déposé auprès de l'AMF sous le n° D.17-503 en date du 9 mai 2017 qui inclut les états financiers annuels et consolidés audités de l'Émetteur pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, ainsi que les notes explicatives et les rapports des commissaires aux comptes y afférents (le **Document de Référence 2016**) ; et

- l'actualisation du Document de Référence 2016 de l'Émetteur en langue française déposé auprès de l'AMF sous le n° D.17-503-A01 en date du 1er septembre qui inclut les états financiers non audités résumés consolidés portant sur le semestre clos le 30 juin 2017, ainsi que les notes explicatives et le rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés (l' **Actualisation A-01 2017**).

Toute déclaration contenue dans un document qui est réputé incorporée par référence aux présentes sera réputée modifiée ou remplacée pour les besoins de ce Prospectus dans la mesure où une déclaration contenue aux présentes modifie ou complète une telle déclaration antérieure. Toute déclaration ainsi modifiée ou remplacée ne sera pas réputée faire partie intégrante de ce Prospectus, sauf si elle a été remplacée ou modifiée conformément aux dispositions précitées.

Des copies des documents incorporés par référence dans ce Prospectus peuvent être obtenues, sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, des dimanches et des jours fériés) à compter de la date des présentes et aussi longtemps que les Titres de créance seront en circulation au siège social de l'Émetteur et à l'établissement désigné de l'Agent Financier.

De plus, les documents contenant les informations incorporées par référence sont disponibles sur le site Internet de l'Émetteur : www.arkea.com.

Informations financières incorporées par référence	**Document de Référence 2016**
Etats financiers consolidés annuels de l'Émetteur pour l'exercice clos 31 Décembre 2016	
Bilan consolidé	Pages 76 à 77
Compte de résultat consolidé	Page 78
Flux de trésorerie nette pour 2015 et 2016	Pages 82 à 83
Notes	Pages 84 à 154
Rapport des commissaires aux comptes	Pages 259 à 264

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Page 79
Variation des capitaux propres	Pages 80 et 81

Informations financières incorporées par référence	**Actualisation A-01 2017**
États financiers consolidés semestriels de l'Émetteur au 30 juin 2017	
Bilan consolidé	Pages 9, 10 et 15
Compte de résultat consolidé	Pages 11 à 13 et 16
Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global	Pages 11 à 13 et 16
Variation des capitaux propres	Page 17
Flux de trésorerie nette	Page 18
Notes	Pages 45 à 64
Rapport des commissaires aux comptes	Pages 65 à 66

Etats financiers consolidés annuels de l'Émetteur pour l'exercice clos 31 Décembre 2015	**Document de Référence 2015**
Bilan consolidé	Pages 76 et 77
Compte de résultat consolidé	Page 78
Flux de trésorerie nette pour 2015 et 2014	Pages 82 et 83
Notes	Pages 84 à 152
Rapport des commissaires aux comptes	Pages 255 à 256
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Page 79
Variation des capitaux propres	Pages 80 et 81

Les informations incorporées par référence dans le présent Prospectus doivent être lues conjointement avec la table de concordance ci-après (aperçu de l'annexe XI du Règlement communautaire 809/2004/CE).Toute information non référencée dans la table de concordance ci-après mais incluse dans les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus n'est donnée qu'à titre d'information.

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	**Document de Référence 2016**	**Actualisation du Document de Référence 2016**
2. CONTRÔLEUR LÉGAUX DES COMPTES	Page 258	N/A
3. FACTEURS DE RISQUE	Pages 160 à 196	N/A
4. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR		
4.1 Histoire et évolution de la société	Page 11	N/A
4.1.1 Indiquer : la raison sociale et le nom commercial de l'Émetteur	Page 255	N/A
4.1.2 le lieu de constitution et le numéro d'enregistrement de l'Émetteur	Page 255	N/A
4.1.3 la date de constitution et la durée de vie de l'Émetteur, lorsqu'elle n'est pas indéterminée	Page 255	N/A
4.1.4 le siège social et la forme juridique de l'Émetteur, la législation régissant ses activités, son pays d'origine, l'adresse et le numéro de téléphone de son siège statutaire (ou de son principal lieu d'activité, s'il est différent de son siège statutaire)	Page 255	N/A
4.1.5 tout événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	Pages 10 et 154	N/A
5. APERÇU DES ACTIVITES		
5.1 Principales activités		
5.1.1 Description des principales activités de l'Emetteur, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis	Pages 12 à 17	Pages 4 à 8
5.1.2 Tout nouveau produit vendu et/ou toute nouvelle activité exercée, s'ils sont importants.	Pages 18 à 21	N/A
5.1.3. Principaux marchés sur lesquels l'Émetteur opère	Pages 12 à 17	N/A
5.1.4. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'Émetteur concernant sa position concurrentielle	N/A	N/A
6. ORGANIGRAMME		
6.1 Si l'émetteur fait partie d'un groupe, décrire sommairement ce groupe et la place qu'y occupe l'Émetteur	Pages 8, 9, 22 et 23	N/A
6.2. Si l'Émetteur est dépendant d'autres entités du groupe, ce fait doit être clairement stipulé, et le lien de dépendance expliqué	Pages 8, 9, 22 et 23	N/A
7. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES		
7.1 Fournir une déclaration attestant qu'aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'Emetteur, depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.	Page 75	N/A

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	**Document de Référence 2016**	**Actualisation du Document de Référence 2016**
Si l'Emetteur n'est pas en mesure de fournir une telle déclaration, communiquer les détails de la détérioration significative qui est survenue**.**		
7.2 Signaler toute tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'Emetteur, au moins pour l'exercice en cours.	Pages 74 à 75	N/A
8. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	N/A	N/A
9. ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE		
9.1. Donner le nom, l'adresse et la fonction, dans la société émettrice, des personnes suivantes, en mentionnant les principales activités qu'elles exercent en dehors de cette société émettrice lorsque ces activités sont significatives par rapport à celle-ci: a) membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance; b) associés commandités, s'il s'agit d'une société en commandite par actions.	Pages 26 à 34	Page 67
9.2 Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction	Page 57	N/A
10. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
10.1. Dans la mesure où ces informations sont connues de l'Émetteur, indiquer si celui-ci est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, et par qui ; décrire la nature de ce contrôle et les mesures prises en vue d'assurer qu'il ne soit pas exercé de manière abusive.	Page 255	N/A
10.2. Description de tout accord, connu de l'Émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.	N/A	N/A
11. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RESULTATS DE L'ÉMETTEUR		
11.1. Informations financières historiques	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.2. Etats financiers Si l'émetteur établit ses états financiers annuels à la fois sur une base individuelle et consolidée, inclure au moins, dans le document d'enregistrement, les états financiers annuels consolidés.	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	**Document de Référence 2016**	**Actualisation du Document de Référence 2016**
11.4. Date des dernières informations financières	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.6. PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE Information relative à toute procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'Émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) pour une période couvrant au moins les douze derniers mois qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'Émetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration négative appropriée	Page 255	N/A
11.7. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE Décrire tout changement significatif de la situation financière ou commerciale du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés, ou fournir une déclaration négative appropriée.	Page 256	N/A
12. CONTRATS IMPORTANTS	N/A	N/A
13. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS		
13.1 Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus(e) dans le document d'enregistrement, indiquer le nom de cette personne, son adresse professionnelle, ses qualifications et, le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si cette déclaration ou ce rapport a été produit à la demande de l'émetteur, joindre une déclaration précisant que ce document a été inclus ainsi que la forme et le contexte dans lesquels il a été inclus, avec mention du consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie du document d'enregistrement.	N/A	N/A
13.2 Lorsque des informations proviennent d'une tierce partie, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par cette tierce partie, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information.	N/A	N/A

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	**Document de Référence 2016**	**Actualisation du Document de Référence 2016**
14. <u>DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC</u> Fournir une déclaration attestant que, pendant la durée de validité du document d'enregistrement, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent, le cas échéant, être consultés : a) l'acte constitutif et les statuts de l'émetteur; b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le document d'enregistrement; c) les informations financières historiques de l'émetteur ou, dans le cas d'un groupe, les informations financières historiques de l'émetteur et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d'enregistrement. Indiquer où les documents ci-dessus peuvent être consultés, sur support physique ou par voie électronique.	Page 256	Page 68

ÉVENEMENTS RECENTS

Le 12 juillet 2017, Credit Mutuel Arkéa est devenu actionnaire majoritaire de la société par actions simplifiée Pumpkin.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. Présence de conseillers ayant un lien avec l'offre

Non applicable

2. Autres informations contenues dans le présent Prospectus ayant fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes

Non applicable pour ce qui concerne les informations contenues dans le présent Prospectus relatif aux valeurs mobilières. Dans les informations incorporées par référence, des rapports de commissaires aux comptes sont mentionnés.

3. Déclarations d'experts

Non applicable

4. Informations provenant de parties tierces

Non applicable

5. Notations

L'Émetteur a fait l'objet d'une notation Aa3 pour sa dette à long terme et P-1 pour sa dette à court terme par Moody's Investors Service Ltd. (**Moody's**) et A pour sa dette à long terme et A-1 pour sa dette à court terme par Standard & Poor's Credit Market Services France SAS (**S&P**).

A la date du Prospectus, Moody's et S&P sont établis dans l'Union Européenne et sont enregistrés au titre du Règlement (CE) n°1060/2009, tel que modifié par le Règlement (UE) n°513/2011 (le **Règlement CRA**), et sont inscrits sur la liste des agences de notation enregistrées publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (*European Securities and Markets Authority*) (http://www.esma.europa.eu/page/List-registered-and-certified-CRAs) en accord avec le Règlement CRA.

La présente émission ne fera l'objet d'aucune notation.

Une notation n'est pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver des titres financiers et peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment par l'agence de notation qui a attribué la notation.

6. Informations postérieures à l'émission

L'Émetteur n'a pas l'intention de fournir des informations postérieures à l'émission, sauf si requises par les lois ou règlements en vigueur.

7. Procédures judiciaires et d'arbitrage

A l'exception de ce qui est indiqué dans le présent Prospectus, à la date et dans les douze (12) mois précédant la date du présent Prospectus, ni l'Émetteur ni aucun autre membre du Groupe n'est et n'a été impliqué dans aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage et n'a connaissance d'aucune procédure telle en suspens ou dont il est menacé qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'Émetteur et/ou du Groupe.

8. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

A l'exception de ce qui est indiqué dans le présent Prospectus, il n'y a aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur depuis le 30 juin 2017.

9. Tendances

Aucune détérioration significative n'a eu de répercussions sur les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016.

10. Responsables du contrôle des comptes

Les responsables du contrôle des comptes sont Deloitte & Associés, 185, avenue Charles de Gaulle, BP 136 92524 Neuilly sur Seine Cedex France et Mazars, 61 Rue Henri Regnault, 92400 Courbevoie, France.

Le cabinet Mazars, membre de la compagnie régionale de Versailles, a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire en 1976. Ce mandat a été renouvelé et arrivera à expiration le 31 décembre 2020, à l'issue de l'arrêté des comptes. Le renouvellement du mandat du cabinet Mazars représenté par Monsieur Charles de BOISRIOU à compter de l'exercice 2012 a été décidé le 06 mai 2015 pour une période de six exercices.

Le cabinet Deloitte & Associés, membre de la compagnie régionale de Versailles, a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire en 2007. Ce mandat a été renouvelé et arrivera à expiration le 31 décembre 2020, à l'issue de l'arrêté des comptes. Le renouvellement du mandat du cabinet Deloitte & Associés représenté par Monsieur Jean-Vincent COUSTEL à compter de l'exercice 2015 a été décidé le 06 mai 2015 pour une période de six exercices.

11. Documents accessibles au public

Aussi longtemps que les Titres de créance seront en circulation, des exemplaires du présent Prospectus, des documents incorporés par référence dans le présent Prospectus et des statuts de l'Émetteur seront disponibles pour consultation et des copies des comptes annuels les plus récents de l'Émetteur pourront être obtenues, sans frais, dans les bureaux de Crédit Mutuel Arkéa aux heures normales d'ouverture des bureaux. Le présent Prospectus est disponible sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de l'Émetteur (www.arkea.com). Le présent Prospectus et tous les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus sont également disponibles sur le site Internet www.info-financière.fr et sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com).

12. Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission

La distribution des Titres de créance se fera par l'intermédiaire d'Arkéa Direct Bank (Fortunéo) Suravenir et par les caisses locales de Crédit Mutuel affiliées aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central. Ces entités appartiennent au groupe Crédit Mutuel Arkéa.

13. Raison de l'offre et utilisation du produit net de l'émission

Le produit net de l'émission des Titres de créance est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur.

Le produit net et les dépenses totales de l'émission seront déterminés à l’issue de la période de souscription et publiés le 21 décembre 2017 au plus tard sur le site Internet de l'Émetteur (www.arkea.com) et mis à disposition, sans frais, au siège de l'Émetteur 1, rue Louis Lichou, 29480, Le Relecq Kerhuon.

PERSONNES RESPONSABLES DU PROSPECTUS

1. Responsable du prospectus

A Paris, le 5 octobre 2017,

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Prospectus sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Crédit Mutuel Arkéa
1, rue Louis Lichou
29480 Le Relecq-Kerhuon
France

Représentée par :

Stéphane CADIEU

ÉMETTEUR

Crédit Mutuel Arkéa
1, rue Louis Lichou
29480 Le Relecq Kerhuon
France

AGENT PLACEUR

Crédit Mutuel Arkéa
1, rue Louis Lichou
29480 Le Relecq Kerhuon
France

AGENT FINANCIER, AGENT PAYEUR PRINCIPAL ET AGENT DE CALCUL

Crédit Mutuel Arkéa
1, rue Louis Lichou
29480 Le Relecq Kerhuon
France